

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

ÉTUDE

SUR

LES RAPPORTS COMMERCIAUX

DE LA FRANCE ET DE SES COLONIES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS
sera soutenu le vendredi 18 juin 1897 à 10 heures

PAR

Auguste ROCHETTE

Avocat à la Cour-d'appel

Président : M. LESEUR, professeur.

Suffragants { *MM. CHAVEGRIN, professeur.*
ESTOUBLON, professeur.

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot, 13

1897



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552023_0073

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

ÉTUDE

SUR

LES RAPPORTS COMMERCIAUX

DE LA FRANCE ET DE SES COLONIES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS
sera soutenu le vendredi 18 juin 1897 à 10 heures

PAR

Auguste ROCHETTE

Avocat à la Cour d'appel

Président : M. LESEUR, professeur.

Suffragants { MM. CHAVEGRIN, professeur.
ESTOUBLON, professeur.



PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot, 13

1897



A MES PARENTS

PRÉAMBULE

Le but de cette étude étant d'esquisser, d'une façon rapide, les différents systèmes qui ont régi les rapports économiques de la France et de ses colonies, il nous a semblé naturel d'adopter l'ordre historique qui, par la succession même des événements et des institutions, expose, dans leur suite logique, les conceptions diverses qui successivement présidèrent à ces rapports.

Les principes se dégagent d'eux-mêmes de cette sorte de revue et l'exemple des fautes passées, l'étude des réformes réalisées, aident fort à trouver la solution de ce grave problème où tant d'intérêts divers, souvent contradictoires, et qu'il faut pourtant concilier, sont en présence.

Après avoir étudié le système qui, le premier, régit les relations de métropole à colonies et constaté qu'il était uniquement basé sur les intérêts de la première, nous verrons les injustices criantes qu'il produisit, les réclamations qu'il suscita, son abolition, et la réaction en sens inverse qui suivit et pen-

dant laquelle la mère-patrie, sacrifiant trop légèrement ses intérêts aux demandes de ses colonies, ne tarda pas à s'en repentir devant les dommages causés par un tel régime à son industrie et à son commerce.

Aussi, au régime d'autonomie verrons-nous succéder le régime d'assimilation, non de l'assimilation absolue, impossible à réaliser, mais de l'assimilation avec tous les tempéraments nécessaires pour sauvegarder les intérêts des colonies, tout en renouant solidement les liens qui n'auraient jamais dû cesser d'unir la vieille France à la France d'outre-mer.

C'est le système en vigueur actuellement, c'est le seul qui puisse légitimer des œuvres de colonisation.

L'Algérie et la Tunisie, à raison de leur caractère spécial, ne rentreront pas dans notre sujet.

Entrées à une époque relativement récente dans notre domaine colonial, ces possessions n'ont pas été comprises, en effet, dans l'évolution législative qui fait l'objet principal de cette étude.

CHAPITRE PREMIER

PACTE COLONIAL

§ 1. — *Les principes du Pacte.*

De tout temps, l'utilité des colonies pour les nations européennes a été considérable.

Un champ nouveau ouvert au rayonnement politique et économique de la métropole, des débouchés pour ses produits, un marché d'approvisionnement de matières premières pour ses manufactures, tels sont les principaux avantages de la colonisation.

Elle offre encore aux esprits aventureux la perspective d'une vie plus libre, aux capitaux encombrés un emploi plus rémunérateur et qui préserve de l'avilissement du taux de l'argent le marché métropolitain, au superflu de la population un établissement avantageux au lieu de la misère dans la mère-patrie.

Les ressources presque inépuisables de ces sols vierges, cette sorte de monopole naturel dont les

investit souvent leur situation sous des climats autres que les nôtres, en font une source de produits nouveaux que l'exploitation des colonies fit connaître à la vieille Europe et dont l'apparition multiplia les jouissances de ses habitants, apportant aussi satisfaction à nombre de besoins matériels et intellectuels.

Le commerce, l'industrie se développèrent, les échanges se multiplièrent au grand profit de la société tout entière. Les pays mêmes qui ne possédaient pas de colonies, profitèrent aussi de ces avantages en faisant le commerce avec les nations colonisatrices ; mais pour ces dernières les profits furent directs et considérables.

Il n'est donc pas étonnant que de tels avantages aient inspiré aux nations maîtresses de colonies le désir de s'assurer le bénéfice exclusif de leurs possessions d'outre-mer. Aussi, l'idée que les colonies ne sont que des fermes à exploiter au plus grand profit de la métropole fut-elle érigée en principe et admise partout. C'est de l'application de ce principe qu'est né ce système de politique commerciale, industrielle et maritime, mis en vigueur chez nous par une série d'ordonnances, d'arrêts du conseil, de lois et de règlements plus ou moins restrictifs et prohibitifs, et dont l'ensemble forme ce que l'on a appelé le pacte colonial.

Ce système fut en honneur chez toutes les na-

tions coloniales de l'Europe ; appliqué d'abord, d'une manière toute instinctive du reste, par l'Espagne et le Portugal au XVI^e siècle (1), il le fut ensuite d'une manière raisonnée par l'Angleterre et par la France à partir du milieu du XVII^e siècle ; l'Angleterre entra dans cette voie par son fameux acte de navigation, que l'on appelle souvent la grande charte de la marine anglaise et qui, rendu sous Cromwell en 1651, fut repris et complété par un statut de Charles II de 1660.

En France, c'est sous Colbert que le système atteignit son apogée.

Pour donner une idée de ce système du pacte colonial, citons cet extrait des instructions données par le roi Louis XV au comte d'Emery, envoyé en 1763 comme gouverneur à la Martinique :

« Les colonies n'ont dû être instituées que pour opérer la consommation et le débouché des produits de la métropole, parce que la mesure de la consommation est la mesure du travail ; parce que la mesure du travail est celle de la population et de la richesse, et que la puissance d'un Etat n'est que le résultat du nombre et de la richesse de ses habitants. De cette destination des colonies suivent trois conséquences, qui renferment toute la science de ces établissements.

1. Cauwès, *Cours d'économie politique*, t. II, p. 623.

« La première de ces conséquences est que les colonies ne sont absolument que des établissements de commerce ; et pour rendre cette vérité sensible, il suffit d'observer que l'administration n'y affectionne le sol que dans la vue de la consommation qu'il opère. Cette consommation est l'objet unique de l'établissement qu'il faudrait plutôt abandonner s'il cessait de remplir cette destination.

« La deuxième conséquence est que, plus les colonies diffèrent de leur métropole par leur production, plus elles sont parfaites, puisque ce n'est que par cette différence qu'elles ont de l'aptitude à leur destination..... C'est pour cela qu'une multitude de travailleurs, occupés dans le royaume à l'approvisionnement des colonies, existent sur le superflu des riches qui consomment les denrées de nos îles.

« La troisième vérité est que les colonies doivent être tenues dans le plus grand état de richesse possible, et sous la loi de la plus austère prohibition en faveur de la métropole. Sans l'opulence, elles n'atteindraient point à leur fin ; sans la prohibition, ce serait encore pis ; elles manqueraient également leur destination, et ce serait au profit des nations rivales » (1).

1. Edouard Petit, *Organisation des colonies françaises*, t. II, p. 493.

On trouve, indiqués là d'une façon fort nette, les caractères de cette réglementation dont nous allons du reste analyser les grandes lignes.

Tout le système se ramène à ce principe que le commerce, aussi bien d'importation que d'exportation des colonies, doit être réservé à leur métropole, sauf à leur accorder en retour quelques avantages compensateurs. C'est ainsi que dans les chartes octroyées par Richelieu et Colbert aux grandes Compagnies de commerce par lesquelles notre domaine colonial fut d'abord exploité et mis en valeur, la clause essentielle est celle qui confère à ces compagnies le privilège exclusif de la navigation et celui de fournir à tous les besoins des contrées placées sous leur autorité. Plus tard, le commerce échappa à ces Compagnies, mais ne cessa pas d'être aux mains des négociants métropolitains.

Sous ce régime, fort justement appelé exclusif, il y eût toujours des privilèges qui exclurent certaines personnes du commerce colonial ; mais sous le régime des Compagnies, le commerce était interdit non seulement aux étrangers, mais encore aux Français qui ne faisaient pas partie des Compagnies.

Les restrictions apportées par le pacte colonial à la liberté du commerce peuvent se ramener aux points suivants :

1^o Défense expresse à la colonie d'exporter ses produits ailleurs que sur le marché métropolitain : de la sorte, il semblait que l'approvisionnement des denrées exotiques dût être assuré avec une abondance qui en garantît le bon marché. En fait, il n'en était pas ainsi, l'absence de concurrence aboutissant à des prix de monopole. Cette prohibition, la métropole l'étendait même au commerce entre ses colonies, ainsi que le montre une lettre du ministre du 23 fév. 1701, défendant toute relation commerciale entre les Antilles et l'île Bourbon ;

2^o Défense à la colonie de s'approvisionner ailleurs que sur le marché métropolitain ; c'est là la base essentielle du pacte : « Les colonies n'ont dû être instituées, avons-nous vu dans les instructions au gouverneur de la Martinique, que pour opérer la consommation et le débouché des produits de la métropole. » C'est un principe qu'on rappelle à chaque instant, et dans une longue série de règlements et d'ordonnances, un principe qui, permettant à la métropole d'écouler ses produits sur le marché colonial sans y craindre aucune concurrence étrangère, lui était particulièrement cher. Mais les plaintes qu'une telle rigueur souleva, les entraves apportées au développement des colonies par cette mesure qui les obligeait à faire venir de loin et à des prix exorbitants des produits qu'elles auraient pu se

procurer à bon compte dans leur voisinage, firent de bonne heure apporter quelques tempéraments à la rigueur première de ce principe.

On pense, du reste, quelle extension la fraude avait pris pour éluder ces prescriptions : elle était si considérable que les lettres patentes de 1727, pour la réprimer, édictèrent la peine des galères.

3° Défense aux colonies de créer des industries locales, pour y manufacturer elles-mêmes leurs produits ; les colonies ne devaient pas faire ainsi concurrence à leur métropole ; On connaît le mot de Chatham : « Les colonies de l'Amérique du Nord n'ont aucun droit à manufacturer même un clou ou un fer à cheval ».

Il est vrai de dire que chez nous, cette interdiction de manufacturer ne fut pas aussi absolue que dans les colonies anglaises qui en souffrirent tant ; jusqu'en 1684, en particulier, nos colonies eurent le droit de raffiner leurs sucres sur place ; en 1684, défense fut faite aux colons d'établir de nouvelles raffineries, sur la plainte des raffineurs métropolitains ; mais les raffineries établies avant 1684 subsistèrent, seulement leurs produits furent surtaxés. En outre, les colonies eurent toujours la faculté de terrer leurs sucres, sorte de raffinage primitif. Malgré ces adoucissements, la mesure n'en était pas moins rigoureuse et merveilleusement propre à pa-

ralyser l'essor de jeunes sociétés, obligées de payer fort cher tous les outils qui leur étaient nécessaires ; nombre d'objets demandent à être manufacturés sur place à cause des matières premières.

A transporter des matières brutes au lieu de les manufacturer sur le lieu de production, on ne prive pas seulement le pays d'origine d'une plus-value qui lui revient légitimement, mais encore on se livre à un inutile gaspillage, à des frais de transport supplémentaires qui sont une véritable perte de richesses préjudiciable à tous, ainsi que l'a fort bien remarqué l'américain Carey.

4° Exclusion du pavillon étranger pour les transports entre les colonies et la métropole, aussi bien qu'entre la métropole et les colonies. C'est la réserve pour les nationaux de ce que l'on appelait l'intercourse coloniale.

Sur ce point, les avis sont partagés ; certains économistes ne se sont pas montrés hostiles à cette restriction. Adam Smith, notamment, ne la désapprouve pas : « La défense de la Grande-Bretagne, dit-il, dépend beaucoup du nombre de ses vaisseaux et de ses matelots. C'est donc avec raison que l'acte de navigation cherche à donner aux vaisseaux et aux matelots de la Grande-Bretagne, le monopole de la navigation de leur pays » (1).

1. Cauwès, *Cours d'Economie politique*, 3^e édit., t. II, p. 607.

D'autres économistes, au contraire, critiquent fort cette mesure (V. Leroy-Beaulieu, *De la Colonisation chez les peuples modernes*, 4^e édit., p. 135).

Il est incontestable pourtant qu'elle fut pour le commerce d'armement entre la métropole et ses colonies un stimulant puissant qui le développa et le fortifia considérablement, et que c'est en grande partie à l'acte de navigation que l'Angleterre dû la prospérité inouïe de sa marine.

En France, notre premier acte de navigation a été le Code Michaud de 1629, dont les art. 442 et suivants, édictaient des dispositions aussi restrictives que celles de l'acte anglais de 1660, mais qui ne furent pas observés. A ce sujet, M. Cauwès se demande (*op. cit.*, p. 608) si l'idée du monopole de navigation n'aurait pas été inspirée à l'Angleterre par ce Code Michaud.

Le système en vigueur chez nous et qui se compléta sous l'administration de Fouquet et de Colbert, était composé d'un ensemble de privilèges plutôt que d'un monopole exclusif. Il ne fut pas appliqué avec la même rigueur que l'acte anglais. Nous verrons plus loin que des exceptions furent apportées assez fréquemment, notamment en faveur de la Hollande, qui, après le traité d'Utrecht, fut affranchie de la surtaxe de pavillon, en faveur de l'Espagne et même de l'Angleterre et de la Suède qui obtinrent pour la navi-

gation au long cours égalité de traitement avec le pavillon national.

« On se trompe donc beaucoup (1), lorsqu'on se figure notre ancien système maritime comme ayant un caractère sévèrement restrictif. Aussi, tandis que la marine anglaise obtenait la suprématie sur les mers, la nôtre déclinait : à la Convention, le représentant Marec pouvait dire que, dans les transports maritimes avec l'Europe, le Levant et les Anglo-Américains, le pavillon français n'intervenait que pour $\frac{1}{5}$; la part du pavillon anglais et celle des autres pavillons étrangers étant chacune des $\frac{2}{5}$. »

Voilà pour les obligations des colonies ; en revanche, il était juste que la métropole leur accordât certaines compensations. Ces compensations consistaient à créer pour les denrées de ses colonies une situation privilégiée sur son marché dont l'accès était interdit aux denrées des colonies étrangères. Le moyen avait de multiples inconvénients, l'absence de concurrence entraînait pour les denrées coloniales une élévation de prix ; les producteurs coloniaux, sûrs d'écouler leurs produits, ne se faisaient souvent pas scrupule d'en livrer de mauvaise qualité. Un autre inconvénient, et des plus graves, ce fut de favoriser le développement de l'esclavage et de pousser à la production d'une seule denrée, la

1. Cauwès, *op. cit.*, p. 608.

plus demandée sur le marché métropolitain, aux dépens des cultures vivrières et de celles qui depuis, prirent le nom de cultures secondaires.

De là, cette situation bizarre qui se présenta souvent, c'est que dans les pays les plus fertiles du globe, les colons furent affamés en attendant les arrivages de blé et de riz.

De là aussi les crises les plus graves, lors des contractions de la consommation de cette denrée unique.

Il est vrai cependant de dire que la certitude de trouver sur le marché métropolitain un débouché sûr et avantageux pour leurs produits, contribua à développer puissamment les moyens de travail des colonies et leur fit atteindre, pour un temps, une prospérité remarquable.

Telles sont les différentes clauses de cette sorte de contrat synallagmatique qui, pour cette raison, reçut le nom de Pacte Colonial. Nous avons vu la plupart de ses inconvénients, nous en ferons plus longuement la critique lorsque nous en serons à l'histoire de son abolition.

Qu'il nous suffise de dire, pour l'instant, que l'égalité qui semblait résulter pour chaque partie d'un tel contrat n'était qu'une illusion ; et qu'en fait, les colonies étaient absolument sacrifiées à l'intérêt de la métropole. Le système pourtant semblait naturel et légitime à toutes les nations colonisatrices :

« Lord Sheffield exprimait la pensée universelle des citoyens anglais, quand il disait : « Le seul usage des colonies d'Amérique et des Indes Occidentales, c'est le monopole de leur consommation et le transport de leurs produits ». S'assurer par tous les moyens ce monopole de consommation et de transport, ce fut le but de la politique des parlements et des cabinets de Londres ; cette politique, Adam Smith l'a nommée de son vrai nom, *politique de boutiquiers*, non pas qu'elle convint, dit-il avec raison, « à une nation toute composée de gens de boutique, mais elle convient parfaitement bien à une nation dont le gouvernement est sous l'influence des boutiquiers » (1).

Ces critiques nous semblent un peu trop amères, le principe, en lui-même, n'avait rien de si extraordinaire, il est fort juste qu'une métropole retire quelque avantage de ses colonies ; mais le principe, il est vrai, était poussé à l'excès, et les moyens employés par trop radicaux.

L'état de sujétion économique dans lequel les colonies anglaises d'Amérique étaient tenues par la métropole était véritablement choquant en regard surtout de la grande liberté politique dont elles jouissaient. Aussi, quand le voyageur suédois, Peter Kalm, visita New-York en 1748, il y remarqua la vivacité de l'opinion publique contre la métropole,

1. P. Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, p. 113.

par suite de ces restrictions apportées à l'industrie : « J'ai entendu dire, disait-il, non-seulement à des personnes nées en Amérique, mais encore à des émigrants anglais, et cela ouvertement, que d'ici 30 ou 40 ans, les colonies anglaises du nord de l'Amérique formeront probablement un état indépendant de la mère-patrie ».

« Le Portugal (1) a perdu le Brésil en 1822 parce que les cortès essayèrent de revenir sur les libéralités commerciales dont il avait fait l'essai sous le gouvernement de la maison de Bragance ; enfin, en 1808, c'est en revendiquant la liberté des cultures et des industries que les colonies espagnoles préludèrent à leur émancipation ».

Pour les colonies de peuplement, en effet, le régime eut une influence particulièrement fâcheuse ; il en enraya l'essor économique en en faisant des sociétés incomplètes. La réaction prit dans ces colonies une importance plus grave, l'émancipation était fatale.

Dans les colonies de plantation, le résultat principal fut de fausser la production coloniale en ne la faisant porter que sur une denrée dont la colonie se croit fournisseur attiré de la métropole et en faisant négliger les cultures vivrières. La réaction y prit la forme plus calme d'une évolution législative

1. Cauwès, *op. cit.*, p. 123.

qui devait amener l'abandon du système par la métropole.

Après avoir exposé dans sa rigueur première ce système du Pacte Colonial, voyons maintenant les changements que le temps et les événements y apportèrent successivement, avant d'en amener l'abolition définitive.

§ 2. — *Application du Pacte colonial en France.*

Toutes ces restrictions, toutes ces entraves, et les impôts énormes qui pesaient sur les colons, avaient, pendant tout le cours du XVII^e siècle, retardé le développement de nos colonies : « Les impôts étaient lourds et multipliés au XVII^e siècle, dit M. Leroy-Beaulieu (1); il y avait une capitation écrasante de cent livres de sucre brut par tête de colon libre ou non libre; le tabac, l'indigo, le coton, le cacao et toutes les autres denrées étaient soumis à des droits spéciaux. C'étaient autant d'obstacles au développement de la production et de causes de renchérissement. Bien que tous les navires français eussent reçu l'autorisation de commercer avec les îles, moyennant une redevance à la Compagnie, cependant tous les navires qui trafiquaient entre la France et les Antilles devaient faire retour au port même d'où ils

1. *Op. cit.*, p. 166.

étaient partis, afin d'éviter la fraude, la contrebande et le commerce interlope avec les étrangers, c'était encore là un obstacle grave apporté à la vente et au débit des denrées coloniales. Ce qui frappait les colons plus sérieusement encore dans leurs intérêts, c'est que la réexportation des sucres bruts amenés des Antilles en France, fut prohibée ».

Les colonies, heureusement, profitèrent des idées de liberté et d'humanité qui marquèrent le XVIII^e siècle : « A partir de 1717, un revirement se manifesta dans l'administration coloniale sous les auspices du célèbre Law. Un règlement salulaire, conçu dans les principes libéraux qui disparurent à la fin du XVIII^e siècle, affranchit de tout droit les marchandises françaises destinées aux îles, diminua considérablement les droits sur les marchandises des îles destinées à la consommation française et, ce qui valait encore mieux pour les colonies, autorisa les denrées des îles, amenées en France, à en ressortir moyennant un droit de 3 p. 100. Les sucres étrangers furent frappés d'une taxe générale. D'autres mesures furent prises pour favoriser le développement des îles françaises... On conçoit que sous ce système fort libéral, si on le compare au régime antérieur, les îles françaises durent prendre un rapide essor. Rien n'égala leur prospérité à partir de cette époque et durant toute la fin du siècle » (1).

1 Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, p. 167.

Le succès légitime tout ; aussi le Pacte colonial ne trouvait-il alors que des admirateurs et nul ne songeait à modifier un état de choses si prospère. Il faut arriver à l'époque des revers, à 1763 pour constater une dérogation importante. A ce moment, un des plus tristes de notre histoire, à la suite du traité qui nous privait de la Louisiane et du Canada, ces quelques arpents de neige, disait alors Voltaire avec une triste légèreté, nos Antilles se trouvèrent dans une situation assez critique. Il faut dire tout d'abord que la défense de commercer de colonie à colonie françaises, exigée d'abord, comme nous l'avons vu plus haut, avait été la première attaquée, à raison de son caractère particulièrement odieux ; des exceptions étaient intervenues : ainsi un ordre du roi du 30 septembre 1683 et une lettre ministérielle du 20 août 1698, accordaient des encouragements aux navires marchands des îles qui trafiquaient avec le Canada. Le Canada était en effet pour les bois de construction un marché d'approvisionnement indispensable aux Antilles. Aussi après la perte du Canada, devenu colonie anglaise, les Antilles furent-elles autorisées à y prendre comme auparavant les bois dont elles auraient besoin. Mais les articles étrangers admis à pénétrer dans les colonies françaises allaient revenir à des prix énormes s'il n'étaient pas payés par des denrées du crû fournissant aux vaisseaux qui les avaient apportés un frêt de

retour qui abaisserait les frais généraux. Aussi un mémoire du roi du 18 avril 1763, pour servir d'instruction générale aux gouverneurs et intendants des colonies, permit l'importation par bâtiments étrangers, dans les ports coloniaux où se trouvait une amirauté, d'un certain nombre d'articles étrangers « pour les échanger, dit le mémoire, avec les sirops ou tafias dont les colonies abondent et qui ne peuvent être qu'en pure perte pour les colons ou préjudicier à la santé des soldats. » La liste de ces articles était assez longue et comprenait principalement des objets de première nécessité, bois, objets d'alimentation, de construction, d'ameublement, animaux vivants, etc. Deux autres mémoires du roi, des 15 août 1763 et 25 janvier 1765 vinrent compléter ces dispositions.

En même temps que s'introduisaient ainsi des tempéraments à la rigueur primitive du pacte, les sanctions pénales apportées à la répression des actes encore défendus devenaient plus douces : la déclaration royale du 22 mai 1768, convertit, pour les fauteurs de commerce étranger, la peine des galères édictée dans les lettres patentes de 1727, en celle de 3.000 livres d'amende.

Un traité politique était aussi venu, véritable traité de commerce, apporter une dérogation fort grave aux défenses du commerce étranger : le pacte de famille du 24 décembre 1764 accordait aux Espagnols le

même avantage qu'aux Français au point de vue du commerce avec nos possessions.

En dehors de ces dérogations, d'autres avaient été introduites de tout temps, à titre temporaire il est vrai : lorsqu'une catastrophe quelconque, par exemple un de ces ouragans ou cyclones malheureusement si fréquents aux Antilles, venait à se produire, les gouverneurs des colonies ainsi frappées autorisaient l'importation des vivres de l'étranger pendant un délai d'un an qu'on prolongeait fréquemment.

En résumé, nous voyons que des adoucissements successifs avaient été apportés, surtout dans cette seconde moitié du XVIII^e siècle, à la sévérité première des règlements interdisant à nos colonies tout commerce avec l'étranger. Le 30 août 1784, un arrêt du Conseil vint donner une nouvelle impulsion à ce courant d'indulgence, en augmentant le nombre des ports d'entrepôt dans les îles du Vent et sous le Vent de l'Amérique : les ports ainsi nommés étaient ceux où l'échange des articles étrangers autorisés avec les denrées du crû était permis. Comme taxe, en plus des droits locaux, les étrangers n'étaient soumis qu'à un modique droit de 10/0 de la valeur des marchandises, droit dont étaient exemptés les armateurs français.

Les exceptions se succédèrent ainsi jusqu'à la Révolution dont les assemblées prirent d'abord les me-

sures les plus libérales. En premier lieu, suppression du monopole des Compagnies encore existantes. Le 2 avril 1790, la Constituante ouvrit à tous les Français le commerce de l'Inde, en imposant il est vrai, aux vaisseaux qui se livraient à ce commerce l'obligation d'avoir, comme port d'attache, Lorient ou Toulon (juillet 1790).

Des mesures analogues furent prises les 18, 27 janvier 1791 pour le commerce du Sénégal, les 21, 29 juillet 1791 pour le commerce du Levant et de la Barbarie. Les Compagnies ainsi dépouillées de leurs privilèges, ne tardèrent pas à être supprimées tout à-fait : ce fut l'œuvre d'un décret de la Convention des 26-29 germinal an II, qui défendit, en outre, d'en créer de nouvelles à l'avenir sous quelque prétexte que se soit.

D'autres décrets abaissèrent encore les barrières douanières, et, dans la discussion du premier tarif général des douanes, fut posé ce principe nouveau, contraire aux restrictions du passé : « Le commerce des colonies est un commerce entre frères, un commerce de la nation avec une partie de la nation. ».

Fidèle à ce principe, la Convention, par le traité du 11 septembre 1793, supprima les droits d'entrée et de consommation dans la métropole sur les provenances des colonies françaises, ainsi que les droits de sortie perçus, dans les colonies, sur les denrées

expédiées en France. S'il ne touchait pas au pacte colonial, ce décret donnait du moins aux colonies l'avantage d'être traitées comme un prolongement du territoire national, toutes douanes intérieures étant abolies.

Quant au fameux acte de navigation du 21 septembre 1793, qui spécifiait, art. 3 : « Aucunes den-
« rées, productions ou marchandises étrangères ne
« pourront être importées en France, dans les co-
« lonies et possessions de France, que directement
« par des bâtiments français, ou appartenant aux
« habitants du pays des crû, produit ou manufac-
« tures, ou des ports ordinaires de vente et pre-
« mière exportation, les officiers et trois quarts des
« équipages étrangers étant du pays dont le bâti-
« ment porte le pavillon », s'il apporta des dispositions d'un caractère restrictif, ce n'était que dans une considération politique : atteindre dans sa marine l'Angleterre qui était l'âme de la coalition.

Les difficultés du moment ne permettaient malheureusement pas, du reste, de profiter des généreuses mesures des Assemblées révolutionnaires pour resserrer les liens qui unissaient la mère-patrie et ses possessions coloniales.

La France, assaillie de toutes parts, faisait face à l'Europe entière ; les quatorze armées de la République absorbaient les forces vives de la nation.

Aux colonies, le désordre n'était guère moins grand ; l'abolition de l'esclavage, brusquement décrétée par la Convention, venait de les jeter dans un désarroi complet et de provoquer des révoltes sanglantes.

Les vaisseaux anglais couraient les mers ; leur incontestable supériorité rendait bien difficiles les relations de la France et de ses colonies.

Et tout ceci n'était encore que le prélude de la longue et terrible guerre qui, pendant un quart de siècle, priva les planteurs du débouché naturel de leurs produits.

Dans ces conditions, ne pouvant ni s'approvisionner dans la métropole, ni y envoyer leurs produits, les autorités locales des colonies prirent sur elles d'autoriser l'importation des marchandises étrangères, ainsi que l'exportation des denrées du crû qui servaient à les payer, et qui, du reste, ne pouvaient demeurer inutilisées dans la colonie.

Après un court moment de paix, en 1802, avec le traité d'Amiens qui permit au gouvernement consulaire de ramener à l'observation des règles du Pacte les colonies qui s'en étaient ainsi affranchies, la lutte reprend plus acharnée, et avec elle la cessation presque complète des relations de la France avec ses possessions d'outre-mer.

La politique commerciale suivie sous le Consulat

n'était, du reste, pas faite pour resserrer les liens entre la métropole et ses colonies. Le système d'assimilation douanière qui, établi d'une façon trop brusque par la Révolution, n'avait pas donné les résultats attendus, mais qui, cependant, était une œuvre généreuse et d'excellente politique, fut abandonné. Des droits furent rétablis sur les produits des colonies à leur entrée en France. On fut même sur le point de rétablir des Compagnies privilégiées de colonisation. L'esclavage et la traite enfin furent rétablis « conformément aux lois et règlements antérieurs à 1789 » par la loi du 30 floréal an X (art. 1 à 3).

Cette mesure reposait la question résolue par la Convention, au moment où les désordres causés par cette réforme étaient presque apaisés ; les révoltes des noirs, ainsi replongés dans la servitude, furent sanglantes, et l'une d'elles devait nous priver de la reine des Antilles, de St-Domingue.

Quant à la politique de l'Empire en matière de colonies, on peut dire qu'elle n'exista pas.

Napoléon, concentrant tous ses efforts dans la lutte prodigieuse qu'il entamait sur le continent, laissa les colonies dans un état presque complet d'isolement ; on ne peut donner le nom de politique aux dispositions insensées du blocus continental.

Lorsque cette longue lutte prit fin, notre empire colonial avait singulièrement diminué. Les parcelles qui nous en furent restituées, tout insuffisantes qu'elles fussent, apparurent pourtant comme des débouchés qui pouvaient être sérieux si l'on s'en assurait le monopole.

Le gouvernement de la Restauration avait pourtant inauguré son administration en ouvrant aux produits étrangers, par l'ordonnance du 23 avril 1814, les frontières de notre pays : ces tendances libérales étaient prématurées ; la France, abattue par ses malheurs, avait plus que jamais besoin de protection ; aussi la perturbation fut telle que, dès le 13 août, une ordonnance, bientôt suivie de la loi du 17 décembre 1814, vint mettre des barrières à l'envahissement de notre marché.

D'autre part, le gouvernement mit en vigueur les dispositions du règlement du 30 août 1784, qui limitait les libertés du trafic étranger dans les colonies. D'autres mesures suivirent, ravivant peu à peu les restrictions du pacte colonial.

Cependant, il était bien difficile de remettre sous le joug des obligations anciennes des colonies qui, trop longtemps privées de relations avec la métropole, avaient pris l'habitude d'en nouer avec les colonies voisines, qu'elles fussent étrangères ou non : ainsi, Bourbon avec l'île Maurice, la Martinique et

la Guadeloupe avec les Antilles anglaises. Il fallut bien tenir compte de cet état de choses et admettre des tempéraments aux rigueurs du principe : l'importation aux colonies de certaines marchandises étrangères fut autorisée, de même que le transport à l'étranger par navires étrangers de certains produits coloniaux autres que le sucre. L'ordonnance du 5 février 1826, qui concernait les Antilles, tout en consacrant plus spécialement le principe du privilège colonial, contient une longue énumération des marchandises étrangères dont l'importation dans les colonies était permise par tous navires. Une convention de navigation avait été conclue, le 26 janvier 1826, entre la France et l'Angleterre, aux termes de laquelle les navires de cette dernière puissance étaient admis, en certains cas déterminés, à jouir dans nos colonies du même traitement que les navires français.

Du reste, pour le sucre, produit essentiel et presque unique des colonies, le système colonial conservait toute sa rigueur : « Pour cette dernière denrée, dit M. J. Delarbre, conseiller d'Etat, dans une brochure qu'il écrivait, en 1879, sur la liberté du commerce aux colonies, la Restauration acceptait et maintenait comme faits réguliers les actes de l'Empire, qui assuraient une efficace protection à l'industrie coloniale contre l'industrie étrangère. Aussi,

grâce à une surtaxe de plus de 33 p. 100 (loi du 28 avril 1816) qui frappait les provenances autres que celles des colonies, sur 39 millions de kilogrammes de sucre importés en France, en 1819, nos établissements d'outre-mer en avaient fourni 34 et l'étranger 5 seulement. Néanmoins, les lois des 7 juin 1820 et 27 juillet 1822 augmentaient encore cette surtaxe, et le sucre étranger n'entraît plus en France l'année suivante (1821) que pour 2.600.000 kilogrammes. Cette même année, la Martinique et la Guadeloupe nous en envoyaient près de 50 millions de kilogrammes, elles qui, avant la Révolution, n'en expédiaient que 20 millions. Et, en 1827, nos Antilles et Bourbon arrivaient à importer 60 millions de kilogrammes. Vers cette époque, le prix moyen dans les entrepôts montait à 82 fr. 50 les 100 kilogrammes au lieu de 64 francs, chiffre de 1822.

La protection assurée aux produits coloniaux contre la concurrence étrangère était donc efficace. Mais, comme cela arrive parfois, un résultat imprévu ne tardait pas à se produire en sens inverse, d'un côté où l'on ne songeait nullement à se garder. »

Le nouvel adversaire, c'était le sucre de betterave.

CHAPITRE II

LA RÉACTION

§ I. *Lutte du sucre colonial contre le sucre de betterave.*

La question des sucres n'est pas nouvelle, et la réponse à cette question a toujours été fort difficile. Aussi la législation sur cette matière est certes la plus tourmentée qui fut jamais : lors de la discussion de la loi de 1884, M. Frédéric Passy disait à la tribune que c'était la 27^e loi sur les sucres que l'on discutait en France depuis quelques années !

Même avant l'apparition du sucre de betterave, alors que deux adversaires seulement, le sucre colonial français et le sucre étranger, se trouvaient en présence, les mesures prises à leur égard avaient été nombreuses et diverses, M. Leroy-Beaulieu dit que « depuis la loi du 15 mai 1791, jusques et y compris le décret du 1^{er} novembre 1810, on compte 18 lois ou décrets qui remanient le tarif des sucres, portant le droit sur les sucres coloniaux de zéro à

30, 45, 90 francs les 100 kilogr., et sur les sucres étrangers de 36 fr. à 7. 34, puis à 30 fr. ; 75 fr. 100 fr. 200 fr. et jusqu'à 400 francs... » (1).

La Restauration en 1814, ce que paraît oublier M. Delarbre dans le passage précédemment cité, soumit les sucres étrangers et français aux mêmes droits ; mais les plaintes des planteurs se produisant avec une grande vivacité amenèrent bien vite le rétablissement du droit protecteur.

Or, dans la détresse des finances publiques, le sucre colonial, ainsi du reste que toutes les autres denrées de nos possessions, était devenu une ressource considérable par les taxes de plus en plus fortes que percevait la métropole à son entrée : de 10 fr. les 100 k. dans l'ordonnance du 23 avril 1814, le droit sur les sucres était monté graduellement à 20 et 25 fr. pour atteindre 45 fr. dans la loi du 28 avril 1816. La loi de 1826 vint en outre accorder à la réexportation des sucres raffinés une prime énorme de 120 fr.

Nous avons vu d'autre part que grâce aux surtaxes énormes qui frappaient les sucres étrangers, le marché métropolitain était en fait exclusivement réservé aux produits nationaux.

Aussi cette véritable prohibition amena-t-elle dans le prix du sucre une hausse considérable. De-

1. P. Leroy, Beaulieu ; *op. cit.* p. 236.

vant cette élévation de prix, les producteurs coloniaux, développant la culture exclusive de la canne au détriment des cultures secondaires, arrivèrent au chiffre énorme que nous avons vu plus haut.

C'est alors que se produisit, à la faveur de ce régime protecteur, et des hauts prix qui en furent la conséquence, l'épanouissement de l'industrie sucrière indigène.

Les débuts en avaient été fort modestes. Malgré les encouragements que l'empereur Napoléon I^{er} prodigua si généreusement à la découverte de Margraff, aux travaux d'Achard et aux premières tentatives industrielles de Benjamin Delessert (Par décret du 25 mars 1811, Napoléon ordonna de consacrer 32000 hectares à la culture de la betterave, et mit un million à la disposition du ministre de l'intérieur pour subventionner la nouvelle industrie), malgré l'écoulement de ses produits singulièrement facilité par le blocus continental, cette industrie ne parvenait cependant, peu de temps avant la chute de l'Empire, qu'à une production de 3.400.000 kg. de sucre par an.

Aussi ce concurrent si inoffensif fut-il dédaigné et complètement laissé de côté dans les dispositions concernant les sucres. Jusqu'en 1828 sa production se maintint à peu près stationnaire. Ce n'est qu'après la loi de 1826 et l'établissement du régime pro-

hibitif et du système de prime à la réexportation que le sucre indigène prit peu à peu l'essor qui devait en faire le rival le plus redoutable de son aîné d'outre-mer : en 1831 sa production s'élève à 9 millions de kg., à 12 millions en 1832 et à 19 millions en 1833.

Le gouvernement cherche un remède à cette situation qui commençait à affoler les producteurs de sucre colonial : la loi du 26 avril 1833 est votée, qui modifie le tarif des droits sur les sucres importés et abaisse la prime de sortie des sucres raffinés. On pensait arrêter ainsi le développement du sucre de betterave : vaines tentatives ; d'autres suivirent aussi insuffisantes. La production du sucre indigène atteignait en 1836 près de 50 millions de kg. On en vint au seul remède possible, taxer le nouveau produit : la loi du 18 juillet 1837 lui imposa un droit de 10 fr. les 100 kg. pour l'année 1838, droit qui devait s'élever à 15 fr. les années suivantes.

En même temps, des compensations étaient accordées aux colonies atteintes dans leur privilège principal. Ces compensations apportées par l'ordonnance du 25 juillet 1837 et par une loi antérieure de quelques jours, celle du 12 juillet 1837, étaient un acheminement vers une liberté plus grande du commerce colonial. Il est intéressant, pour en donner une idée, de citer cet extrait de l'exposé des motifs de la loi du 12 juillet 1837 :

« Tout le monde comprend que la France n'a plus de motifs pour tenir ses colonies dans un état d'isolement absolu, mais qu'il faut, au contraire, leur ménager graduellement le moyen de multiplier leurs rapports et d'accepter les chances d'un avenir dont personne n'a le pouvoir de les défendre. »

C'est le glas du pacte colonial qui sonne. Quelques années auparavant le général Foy avait prononcé des paroles plus hardies encore ; mais le moment n'était pas encore venu et ces idées n'avaient alors causé que de la surprise. Il s'écriait en 1822 : « Les Antilles ne sont ni les jardins ni les fiefs de l'Europe. C'est une illusion de notre jeunesse à laquelle il faut renoncer. La nature les a placées sur le rivage de l'Amérique, avec l'Amérique est leur avenir. C'est comme entrepôts de commerce, comme grands marchés placés entre les deux hémisphères qu'elles figureront désormais sur la sphère du monde. »

Les prescriptions de la loi du 18 juillet 1837 étaient encore insuffisantes : l'envahissement du sucre indigène continuait.

Une double série de mesures fut alors prise, favorables d'une part, au sucre colonial, frappant plus fort, de l'autre, le sucre indigène : une ordonnance du 21 août 1839, dégreva de 13 fr. 20 par quintal le sucre colonial, tandis que la loi du 3 juillet 1840, frappa le sucre de betterave d'un droit de 25 fr. aug-

mentant ainsi de 10 fr. le droit fixé par la loi de 1837.

A la suite de ce droit relativement considérable, il y eût dans sa production un court moment d'arrêt, mais il reprit bientôt une extension encore plus grande. Les plaintes des planteurs devinrent si vives et affectèrent si vivement la métropole, que le 10 janvier 1843, un projet de loi proposait l'interdiction absolue de la fabrication du sucre de betterave, moyennant une indemnité préalable.

« C'eût été là, dit M. Leroy-Beaulieu, p. 237, un vandalisme digne des plus mauvais temps du système mercantile. On recula devant une mesure qui eût porté une aussi grave atteinte à la liberté de la culture dans la métropole, et l'on se contenta, ce qui était parfaitement juste, de soumettre le sucre de betterave aux mêmes droits que le sucre colonial en 1847. Dans cette dernière année, la production indigène atteignait 60 millions de kgr. ».

Auparavant, la loi du 2 juillet 1843 et les ordonnances réglementaires des 7 août 1843 et 14 août 1845, établirent l'impôt progressif sur le sucre indigène et frappèrent les glucoses. Il est intéressant de voir quel progrès faisait dans les esprits l'idée de l'abolition du pacte colonial. Dans son rapport de 1843, M. de Broglie disait :

« Le système colonial, ce système artificiel, con-

temporain de la fondation des colonies modernes, régularisé par Colbert, étendu d'abord dans sa rigueur à toutes nos Antilles, modifié en 1760, lorsque, après la perte du Canada et de la Louisiane, la France s'est trouvée dans l'impossibilité d'approvisionner suffisamment ses possessions transatlantiques, aboli par la guerre et la conquête étrangère, rétabli par la Restauration avec des modifications plus profondes encore ; ce système auquel l'île Bourbon n'est soumise qu'à moitié et ne l'est que depuis 20 ans, dont la Guyane a toujours été exempte, s'il subsiste encore en apparence et sur le papier, ne sera plus que l'ombre de lui-même » (1).

Bien que rendue ainsi moins inégale, la lutte entre le sucre colonial et le sucre de betterave continua à n'offrir guère que des avantages pour ce dernier. C'est qu'en effet, grâce à l'intelligente initiative des industriels, les derniers perfectionnements de la science étaient apportés sans cesse au matériel et aux procédés de l'industrie betteravière qui se maintenait ainsi en progrès constant. Au contraire, les producteurs coloniaux rebelles à tout progrès, attardés dans les vieux errements avec l'emploi de la main-d'œuvre servile, se trouvaient dans une situation tout à fait inférieure.

On peut penser ce que devint cette situation, lors-

1. Petit, *op. cit.*, t. II, p. 524.

qu'un décret du gouvernement provisoire, vint brusquement proclamer en 1848, l'émancipation des esclaves. Cette œuvre admirable, au point de vue humanitaire et politique, fut, pour les colonies, un coup de foudre qui les plongea dans une perturbation profonde, bouleversant les conditions de la production, accumulant les ruines et les désastres. L'exportation des Antilles, tomba de 33 millions à 17, et celle de la Réunion, de 14 à 9.

Le gouvernement, en désespoir de cause, s'avisa d'user d'un moyen nouveau ; développer la consommation du sucre en abaissant le prix. Conformément à ce système, la loi du 26 juin 1851, abaissa à 11 fr. la surtaxe sur le sucre étranger et accorda au sucre de canne, une réduction de droits de 6 fr. ; cette loi fut suivie de plusieurs décrets d'exécution dont l'un, du 27 mars 1852, porta à 12 fr. la surtaxe sur le sucre étranger et à 7 fr. la protection du sucre colonial, avec une réduction de 3 fr. pour les provenances de nos colonies situées au delà du cap de Bonne-Espérance. Le décret du 30 avril 1853, modifia en outre, les droits d'entrée de certains produits des possessions françaises.

On chercha des moyens de parer au manque de main-d'œuvre produit par l'émancipation des noirs ; les colons furent autorisés à aller chercher des engagés à la côte d'Afrique, puis dans l'Inde Anglaise.

On organisa aussi des institutions de crédit aux colonies. Grâce à ces mesures et quelques bonnes récoltes aidant, la production coloniale se releva un peu.

Le sénatus-consulte du 3 mai 1854, vint confirmer les droits du gouvernement métropolitain à régler seul les questions de douanes coloniales.

Pour les 3 colonies de la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, il dispose :

Art. 4 : Les lois concernant le régime commercial des colonies sont votées et promulguées dans les formes prescrites par la constitution de l'empire.

Art. 5 : En cas d'urgence, et dans l'intervalle des sessions, le gouvernement peut statuer sur les matières mentionnés en l'art. 4, par décrets rendus en la forme des règlements d'administration publique ; mais ces décrets doivent être présentés au Corps législatif, pour être convertis en lois, dans le premier mois de la session qui suit leur publication.

Pour ce qui concerne les autres colonies, il dispose :

Art. 18 : Les colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, seront régies par décrets de l'Empereur, jusqu'à ce qu'il ait été statué à leur égard par un sénatus-consulte.

Malgré cette déclaration d'autorité, les dérogations aux restrictions du vieux système colonial, ne s'en

multiplèrent pas moins, de plus en plus. Cependant, en Angleterre, le courant de liberté commerciale, dirigé par John Bright, Cobden, et la ligue de Manchester, battant en brèche l'antique acte de navigation, déjà en partie abandonné depuis 1822, l'abattait définitivement en 1849, sous le ministère de sir Robert Peel.

L'influence de ces événements ne devait pas tarder à se faire sentir en France. Un traité de commerce négocié dans le plus grand secret par Rouher, Baroche et M. Gladstone, fut signé par le gouvernement de l'empereur avec l'Angleterre. Les agents actifs de ces négociations avaient été Michel Chevalier pour la France et Cobden pour l'Angleterre.

Les tendances libre-échangistes de ce traité furent accentuées bientôt après, par la loi du 23 mai 1860 et les décrets des 16 janvier et 24 juin 1861, qui ouvrirent décidément le marché français aux sucres étrangers, en supprimant toute surtaxe d'origine pour les produits exotiques de provenances autres que les pays d'Europe, en réduisant les autres surtaxes à 2 et 3 fr. les 100 kilogs et en admettant au drawback les sucres importés par navires étrangers.

Le pacte colonial n'était plus qu'un leurre pour les colonies.

§ 2. *Abolition du Pacte Colonial.*

Cette sorte de contrat synallagmatique, conclu à l'origine dans l'intérêt réciproque de la métropole et des colonies était définitivement rompu au détriment de ces dernières pour lesquelles il ne présentait plus que rigueurs et entraves. La situation devenait intolérable pour nos possessions d'outre-mer. Le ministre, alors chargé de la direction de leurs affaires, le marquis de Chasseloup-Laubat, exposait fort nettement la question lorsqu'il écrivait dans un document officiel de cette époque :

« Le système commercial qui régit les colonies et qui, pendant bien des années, a assuré leur prospérité en même temps que celle de notre commerce maritime, est démantelé de toutes parts, sans qu'il soit possible, tout le monde le reconnaît, de le restaurer dans son intégrité première et dans ses conditions essentielles, et il en est venu à ce point que non-seulement il ne garantit plus, mais qu'il compromet les intérêts des colonies. »

La réforme s'imposait donc et elle était proche.

Mais auparavant, examinons quelle était la situation à la veille de cette réforme.

« Voici, dit M. Delarbre (1), comment la situation

1. *Op. cit.* p. 11.

pouvait être résumée : Les colonies, on le sait, ne produisent guère que du sucre, et il ne leur était pas permis de choisir, pour sa vente, le marché qui leur aurait paru le plus avantageux ; il n'y avait licence de le porter qu'en France, de par les dispositions encore en vigueur du Pacte Colonial, et là, il était exposé à la double concurrence du sucre indigène et du sucre étranger.

Pour l'y envoyer, il fallait n'employer que des bâtiments français et subir, par conséquent, les conditions d'un prix de fret, établi sans concurrence, enfin en face de chances aussi contraires pour faire parvenir et placer leurs produits, sur le marché métropolitain, les colonies avaient-elles au moins des compensations chez elles sous le rapport des frais de production ? Malheureusement non. On n'a pas oublié, en effet, que les marchés coloniaux étaient, à cette époque, fermés aux provenances étrangères, et tandis que la Martinique et la Guadeloupe auraient trouvé à bon compte, à leur porte, pour ainsi dire, soit en Amérique, soit aux Antilles anglaises, et la Réunion, à Maurice ou dans l'Inde, certaines denrées ou certains objets de première nécessité, les dispositions encore en vigueur du Pacte Colonial les contraignaient à tout demander en France, et à quels prix ! Il est curieux, à cet égard, de rappeler quelques chiffres authentiques. Dans les derniers mois

de 1859, le baril de farine qui valait, dans les colonies anglaises voisines, 31 fr. en moyenne, coûtait 54 fr. à la Guadeloupe. Le riz, ce pain du travailleur créole ; 24 fr. les 75 kilogr. dans les îles anglaises et 33 fr. à la Guadeloupe ; le guano, cet engrais précieux pour les terres fatiguées, où les cultures rotatives sont inconnues, 340 fr. le sac pour les planteurs anglais, et 400 fr. pour les nôtres ; le charbon de terre, 30 fr. la tonne pour les premiers et 33 pour les seconds.

Quant au fret, on constatait à la même époque, alors qu'à Maurice le cours moyen était de 70 fr., qu'il était à la Réunion à 90 et 100 francs par tonneau. Ces différences ne devaient-elles pas rendre illusoire tout essai de concurrence avec le sucre exotique ? Mais si tel était le désavantage des colons vis-à-vis des producteurs étrangers, il était encore plus marqué peut-être vis-à-vis du sucre de betterave. »

En effet, voici ce qu'écrivait à cette époque un colon bien connu, M. de Chazelles (1) : « L'obligation de s'approvisionner en France impose aux colonies la charge de payer les agents de la fabrication du sucre savoir : les machines deux fois, le noir animal quatre fois, la houille six fois plus cher que ne les paye la métropole. » Il ajoutait aussi que la

1. de Chazelles, *Etudes sur le système colonial*, p. 265.

journée d'un ouvrier mécanicien ou d'un ouvrier chaudronnier, indispensables pour le montage et la réparation des machines valait en France 5 fr. et à la Guadeloupe 5 piastres, c'est-à-dire 25 fr. M. Lepelletier St-Rémy, d'autre part, estimait (1) que le prix courant des objets de grande communication aux Antilles était d'un tiers environ plus élevé que les mêmes objets dans les colonies anglaises ou espagnoles voisines.

« Quant au monopole de la navigation au profit de la métropole, écrit M. Leroy-Beaulieu (2) voici un fait caractéristique qui montre mieux que tous les raisonnements le détriment qui en résultait pour les colonies. En l'année 1860, une circulaire du ministre de la marine et des colonies pressait les ports d'envoyer des navires à la Guadeloupe dont la rade était dégarnie. »

Aussi les capitaux des colons étaient-ils presque épuisés ; engageant toutes leurs ressources dans cette lutte désespérée, la dette des Antilles et de la Réunion était montée à cette époque au chiffre énorme de 188,391,508 fr. indiqué en 1861 dans le rapport de M. Granier de Cassagnac, au corps législatif, savoir :

Martinique,	71 035 368
Guadeloupe,	57 457 168
Réunion,	59 898 972
Total :	<u>188 391 508</u>

1. P. 239 *op. cit.*

2. *Journ. des écon.*, 1860, T. III, p. 177.

La situation était pressante : le gouvernement ouvrit une enquête.

Les réclamations des colons furent unanimes abolition des restrictions apportées à la liberté du commerce des colonies et particulièrement droit de s'approvisionner ou bon leur semble, droit d'exporter leurs produits ailleurs que dans la métropole, liberté de la navigation et liberté de leur propre industrie, le droit de fabriquer sans entraves leurs produits c'est-à-dire abolition des dispositions qui prohibaient d'une manière absolue ou frappaient de taxes prohibitives en fait les sucres raffinés et les sucres terrés des colonies.

Le gouvernement avant de rien décider voulut dans une certaine mesure, tenir compte d'un intérêt autre que celui des colonies, l'intérêt de la navigation nationale et à cet effet, les pétitions des colonies furent communiquées, avec demande d'avis, aux chambres de commerce des 14 ports les plus importants pour leurs relations avec nos possessions. Les conclusions en sont résumées de la manière suivante dans l'exposé des motifs du projet de loi de 1861 :

« Toutes les chambres consultées sont, à l'exception d'une seule, favorables, plus ou moins, à la pensée de l'émancipation commerciale des colonies ; les unes l'acceptent résolument, et parmi elles, on

peut nommer celles de Marseille et de Bordeaux, qui ne considèrent nullement que la navigation française doive en être compromise; les autres font certaines restrictions, réclament certains tempéraments ou atermoiements; mais toutes reconnaissent qu'il n'est plus possible de maintenir les dispositions du pacte colonial à la charge des colonies, quand les dispositions à leur profit n'existent plus. Une seule, celle de Dunkerque, repousse l'émancipation coloniale, mais sous la condition du rétablissement du pacte dans son intégrité, dans ses obligations réciproques anciennes, c'est-à-dire d'un retour au passé véritablement impossible ».

Ainsi l'opinion de nos ports de commerce concordait elle-même avec les désirs des colonies.

Devant ce courant d'opinion, le gouvernement n'hésita plus et présenta aux Chambres le projet de loi qui, discuté et voté, devint la loi du 3 juillet 1861.

Elle contient trois principes qui sont le contre-pied des prohibitions du pacte colonial :

1^o Droit pour les colonies de recevoir sur leur marché toutes les marchandises étrangères dont l'importation est autorisée en France (art. 1) mais cela sous l'obligation d'acquitter pour ces marchandises les mêmes droits de douane qui leur sont imposés à leur importation en France (art. 2, 4, 5).

2° Droit pour les colonies de se servir pour leurs transports de navires de toutes nationalités, sous réserve d'une surtaxe de pavillon frappant les transports faits par navires étrangers (art. 3, 6, 7).

3° Droit pour les colonies d'exporter leurs produits où bon leur semble (art. 7). En outre, l'article 8 faisait aux produits des colonies, autres que le sucre, les mélasses non destinées à être converties en alcool, les confitures et fruits confits au sucre, le café et le cacao, importés en France par navires français, une situation de faveur, en les admettant en franchise de droits de douane.

Ainsi le pacte colonial avait vécu, et cependant la liberté ainsi octroyée l'était avec tant de réserves que M. Michel Chevalier, rapporteur de la loi au Sénat, pouvait dire avec raison dans son rapport que, sous ce nouveau régime, les colonies françaises seraient encore loin d'avoir, pour leur commerce, le degré de liberté dont jouissaient les colonies d'autres puissances (il voulait parler surtout des colonies anglaises).

La liberté de navigation était entourée de précautions prises contre l'envahissement des pavillons étrangers.

Mais le principal obstacle au développement de nos colonies dans la loi de 61 était cette obligation inscrite dans l'article 2 qui soumettait les marchan-

disés étrangères importées aux colonies, aux mêmes droits qu'elles eussent payés à leur entrée en France.

Cette assimilation à la métropole n'était qu'une fausse égalité, parce que les tarifs de douane métropolitains, naturellement conçus en vue de l'intérêt exclusif de la production métropolitaine, ne devaient plus, appliqués aux colonies, répondre aux besoins de ces établissements « soit, dit l'exposé du sénatus-consulte du 4 juillet 1866, parce qu'ils s'opposent quelquefois à un échange avantageux de leurs produits contre des produits étrangers, que ces tarifs peuvent éloigner, soit parce qu'ils les privent de ressources qu'une tarification fiscale bien faite, en égard à leurs habitudes, aurait pu leur procurer, sans imposer de gêne à leur consommation ».

D'autre part, l'industrie sucrière coloniale n'avait pas trouvé à l'étranger les débouchés rémunérateurs que la loi de 1861 avait cru leur ouvrir. Devant cette situation, plutôt fâcheuse qui nuisait aussi bien aux colonies, dont les revenus baissaient, qu'à la métropole dont le trafic avec ses colonies diminuait chaque jour, des réclamations s'élevèrent un peu partout, de la part des autorités, des conseils généraux, des chambres de commerce et de la presse des colonies.

Le gouvernement, assailli de ces plaintes, avisa, sur l'initiative de M. de Chasseloup-Laubat, à modifier

la situation. Déjà en 1864, la Guyane qui n'avait pas été comprise dans la loi de 1861 et restait soumise à l'art. 18 du décret de 1854, avait été autorisée par un décret du 24 décembre, à bénéficier de la suppression des droits de douane. Elle s'était fort bien trouvée de cette mesure : aussi fut-il décidé d'appliquer le même remède aux Antilles et à la Réunion.

CHAPITRE III

L'AUTONOMIE DOUANIÈRE DES COLONIES

§ 1. — *Le sénatus-consulte de 1866*

L'exposé des motifs du sénatus-consulte de 1866 exprimait en ces termes le droit des colonies à obtenir un traitement plus favorable :

« Depuis que les colonies n'ont plus eu dans la métropole un marché réservé; depuis qu'elles n'y ont plus trouvé, pour leur produit le plus important, d'autre protection que celle résultant d'une détaxe qui, dans quelque temps, va complètement cesser, il est juste qu'elles puissent se procurer à un aussi bon compte que leurs concurrents les objets qui leur sont nécessaires, et que des tarifs de douane, combinés dans un tout autre intérêt que le leur, ne viennent pas y mettre obstacle ».

Ce principe fut consacré dans le sénatus-consulte et pour que chacun de nos établissements d'outre-mer eut une législation fiscale bien appropriée à ses

nécessités, on adopta une solution assez rationnelle: remettre au Conseil général de chaque colonie le soin de voter les tarifs de douane sur les produits étrangers importés dans cette colonie; mais pour sauvegarder les intérêts de la métropole et lui conserver un droit de contrôle sur ses colonies, il fut décidé que ces tarifs ne pourraient être rendus exécutoires que par un décret délibéré en Conseil d'Etat.

Les conseils généraux recevaient aussi le droit de voter, pour créer des ressources à la colonie, la taxe dite d'octroi de mer.

En regard de ces avantages concédés aux colonies, l'intérêt métropolitain n'était pas sacrifié sans compensation; les colonies achetaient, pour ainsi dire, ces avantages: « Les colonies, dit le sénatus-consulte, doivent satisfaire à leurs dépenses et ne laisser à la charge de la métropole que le contingent qui, dérivant du principe même de la souveraineté, constitue essentiellement une dette de l'Etat. » En vertu de cette disposition, le budget métropolitain se déchargea sur celui des colonies d'une somme de 1.042.100 fr. De plus, les produits coloniaux ne devaient plus bénéficier de détaxes. L'ensemble représentait pour la France une économie que M. le baron Benoist d'Azy estimait, dans son rapport d'avril 1875 au conseil supérieur du commerce, à 5.160.740 fr. par an.

En même temps, la loi du 19 mai 1866, art. 5 et 8, supprimait les surtaxes de pavillon, effaçant ainsi toute différence de traitement entre les bâtiments étrangers et les bâtiments français, même à l'égard de l'intercourse entre la France et ses colonies.

Tel est, dans ses grandes lignes, le régime d'autonomie accordé par le sénatus-consulte du 4 juillet 1866 à nos vieilles possessions des Antilles et de la Réunion.

Autonomie est le terme généralement employé, bien qu'il ne soit pas complètement exact dans cette circonstance ; en effet, sous le régime de l'autonomie pure, tel qu'il est pratiqué par l'Angleterre, la colonie, nous le verrons plus tard, est libre de choisir elle-même son régime douanier et ceci sans restriction : elle peut frapper les produits de la métropole des mêmes droits de douane que les produits étrangers.

Au contraire, sous le régime institué par le sénatus-consulte de 1866, nos colonies ne pouvaient frapper de droits de douane les produits français. Vis-à-vis des produits étrangers seulement, toute latitude leur était laissée.

Ainsi investis de l'initiative en matière de douanes, les conseils généraux des trois colonies ne tardèrent pas à modifier leur législation douanière : le

30 novembre 1866, le conseil général de la Martinique, conformément aux termes de l'art. 2 du sénatus-consulte, vota la suppression complète des droits de douane sur les marchandises étrangères introduites dans la colonie ; cette délibération fut rendue exécutoire par un décret portant règlement d'administration publique du 6 novembre 1867.

Le conseil général de la Guadeloupe, dans sa séance du 11 décembre 1866, suspendit les droits de douane sur les produits étrangers autres que le sucre, le tafia, le café, le coton, le cacao, le tabac, le rocou et la vanille ; ce vote fut approuvé par un décret du 25 avril 1868, que modifia celui du 2 août 1870, portant suspension des droits établis par la loi du 4 juin 1864 sur les tabacs d'origine et de provenance étrangères importés dans cette colonie.

A la Réunion, enfin, le conseil général prit, le 5 juillet 1871, une délibération abolissant les droits d'entrée sur toutes les provenances étrangères autres que les tabacs. Cette décision fut sanctionnée par un décret du 4 juillet 1873.

En même temps, les conseils généraux remaniaient et augmentaient considérablement la taxe dite d'octroi de mer, de l'établissement de laquelle le sénatus-consulte de 1866 les avait laissés absolument maîtres.

On sait ce qu'on désigne par l'octroi de mer :

certaines difficultés pratiques ont empêché d'installer, dans les colonies françaises, des perceptions d'octroi aux portes de chaque ville, comme en France. Pour procurer aux communes coloniales les avantages de cette source de revenus, sans laquelle elles ne pourraient subvenir aux services municipaux, on a imaginé d'établir, sur les objets de consommation importés dans les ports du littoral maritime, un droit d'octroi municipal dont les produits sont repartis entre toutes les communes de la colonie au prorata de leur population.

C'est en Algérie que ce droit a été établi pour la première fois ; il fut créé en 1830 pour remplacer l'octroi de terre perçu, depuis la conquête, aux portes d'Alger par les soins de la municipalité indigène.

De l'Algérie, l'octroi de mer passa dans nos colonies des Antilles et de la mer des Indes : il fut successivement établi à la Guadeloupe, par arrêté du gouverneur du 8 novembre 1848 ; à la Martinique, par arrêté du 11 juin 1849, et à la Réunion, par arrêté du 13 décembre 1850.

Avant qu'il fut réglementé par le sénatus-consulte de 1866, le caractère indécis de l'octroi de mer fit douter de sa légalité, et des procès engagés à ce sujet donnèrent lieu à un désaccord prolongé entre la Cour d'appel de la Réunion et la Cour de

Cassation, sur la légalité des arrêts qui, avant 1866, avaient établi le droit d'octroi.

Il ne faut pas confondre l'octroi de mer avec l'octroi municipal que nous connaissons en France, tel qu'il est réglé par le décret de 1809, par l'ordonnance de 1814 et la loi de 1816.

Il peut donc comprendre tous les objets en dehors de ceux énumérés dans les actes précédents.

C'est une taxe également fort différente des droits de douane désignés dans l'art. 2 du sénatus-consulte ; car, tandis que ceux-ci sont encaissés par le Trésor de la colonie, l'octroi de mer est perçu au profit des différentes communes de la colonie et le montant réparti entre elles, déduction faite d'un dixième versé au Trésor colonial en compensation des frais de perception, car c'est le service de la douane, bien placé pour cela par ses fonctions habituelles, qui est chargé de sa perception.

De plus, le droit de douane ne peut être perçu que sur les produits étrangers, tandis que l'octroi de mer porte également, sans aucune distinction de provenance, sur tous les produits de France ou de l'étranger introduits dans la colonie.

Enfin, dernière et grosse différence, tandis que les droits de douane, votés par le conseil général, étaient assujettis, pour devenir exécutoires, à recevoir la sanction d'un décret en Conseil d'Etat dont

le refus entraînait le rejet du tarif, les conseils généraux étaient seuls maîtres de leurs tarifs d'octroi de mer.

L'octroi de mer est à peu près la seule ressource des colonies ; devant les charges nouvelles qui pesaient sur elles, il était fort juste qu'elles y fassent appel ; mais elles auraient pu, dans cette application, ménager davantage les produits français ; ceux-ci, loin de rencontrer sur le marché colonial un accueil de faveur, étaient frappés aussi fort que des produits étrangers. L'octroi de mer dégénérait en véritable taxe douanière.

Aussi les réclamations ne tardèrent-elles pas à s'élever, nombreuses et vives, parmi les industries métropolitaines et les armateurs des ports.

Des pétitions furent adressées aux pouvoirs publics en 1869, en 1870, en 1872. Quelques-unes de ces pétitions, confondant les droits de douane et les droits d'octroi de mer, contestaient la légalité des mesures prises par les conseils généraux des colonies. C'était évidemment une erreur ; les colonies n'avaient fait qu'user du pouvoir que leur conférait le sénatus-consulte de 1866, et l'assentiment du gouvernement métropolitain de cette époque leur était acquis dans cette ligne de conduite : au cours de la discussion, qui eut lieu en 1868 au Corps législatif, les représentants du gouvernement déclaraient qu'ils

ne trouvaient pas extraordinaire que les colonies se fussent servies du sénatus-consulte pour supprimer tous les droits de douane.

§ 2. — *Les suites du régime de 1866.*

Il n'en était pas moins regrettable qu'elles en aient usé si malheureusement ; car, à la faveur de cette situation, tandis que les importations étrangères aux colonies allaient en augmentant sans cesse, celles de la métropole étaient en décroissance continue. Les suites du régime institué en 1866 devenaient néfastes pour l'industrie et le commerce français. Voici en quels termes M. Cauwès les apprécie :

« La métropole ne conservait aucun avantage pour ses exportations ; elle était traitée comme les nations étrangères. Ceci n'eût été supportable que si les colonies avaient cessé de compter sur le budget de la France : en 1866, on avait pensé que l'affranchissement économique emporterait cette conséquence que les colonies devraient se suffire à l'aide de leurs ressources. En fait, elles continuèrent de peser sur le budget.

A tous égards, le sénatus-consulte de 1866 eut des conséquences funestes. La marine anglaise se

substitua à la nôtre dans l'intercourse coloniale. Les étrangers ont pris en grande partie notre place dans le commerce avec nos colonies. Avant le changement de régime, de 1857 à 1866, nous exportions pour 230 millions dans nos possessions et nous en recevions environ 150 millions. En 1883 (l'Algérie exceptée), les produits de la métropole vendus aux colonies n'ont pas dépassé 74 millions; ceux des colonies fournis à la France se tiennent à 140 millions; mais les produits achetés par nos colonies aux pays étrangers se sont élevés à 130 millions et elles leur ont envoyé 91,4 millions. La France reste donc pour ses colonies le plus grand marché d'exportation, mais notre production a cessé d'être pour elles la principale source d'approvisionnement » (1).

Ces résultats étaient désastreux : devant les réclamations incessantes et de plus en plus nombreuses qu'ils soulevaient, le gouvernement chargea le conseil supérieur du commerce d'une enquête, à la suite de laquelle M. Teisserenc de Bort, en 1875, rédigea un remarquable rapport dont les conclusions sont à citer.

Elles demandaient :

1° Que le régime commercial des colonies soit mis en harmonie avec le régime de la métropole par la

1. Cauwès, *op. cit.*, p. 628.

présentation d'une loi qui établirait une distinction entre les tarifs de douane et les tarifs d'octroi ; et qui donnerait la nomenclature des divers objets pouvant être soumis à l'octroi, avec l'indication d'un maximum de tarif ;

2° Que les Conseils généraux des colonies restent maîtres de voter les tarifs d'octroi dans les limites du tarif type, mais qu'au cas où ils voudraient dépasser ces limites, ils soient obligés de demander une autorisation délibérée en Conseil d'Etat ;

3° Que tous les objets non dénommés dans la catégorie des matières soumises à l'octroi, ne puissent être frappés que de tarifs de douane ;

4° Que les Conseils généraux des colonies conservent l'initiative du vote des taxes de douane qui leur a été conféré par la loi de 1866, mais que ces tarifs ne puissent être appliqués qu'après avoir été revêtus de la sanction du pouvoir législatif ;

5° Que le régime des douanes et d'octroi réclamé par les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion soit étendu à toutes nos possessions d'outre-mer autres que l'Algérie.

En même temps, depuis 1871, une sorte de représailles était exercée contre les colonies. Depuis 1861, les produits des Antilles et de la Réunion, les sucres, les cafés, les cacaos bénéficiaient à l'entrée en France de détaxes qui, au taux relativement peu

élevé des droits, peuvent être considérés comme importantes.

A cette époque, le droit sur les sucres était, par 100 kg. de 37 francs ; la détaxe accordée aux sucres coloniaux de 5 francs.

Le droit sur les cafés de 36 francs, la détaxe de 14 fr. 40.

Le droit sur les cacaos de 20 francs, la détaxe de 5 francs.

Quant à la vanille, elle entrait en franchise. Ce n'est qu'en 1871, quand les désastres de la guerre nécessitèrent l'établissement de droits très élevés sur les denrées coloniales, qu'on supprima les détaxes dont jouissaient les produits de nos colonies. Mais cette mesure avait aussi pour but de répondre à la suppression des douanes par les conseils généraux des colonies. Dès 1868, le ministre du commerce, M. de Forcade, critiquant très vivement cette mesure, que le département de la marine avait fait approuver par décret impérial, sans son avis préalable, faisait entrevoir que la suppression des douanes aux colonies, aurait pour contre partie la suppression des détaxes et immunités dont jouissaient en France les produits coloniaux : « Ces détaxes, disait la lettre ministérielle, n'avaient puisé leur raison d'être que dans un contrat bilatéral aujourd'hui rompu. »

C'est cette même considération qui fut invoquée en 1871.

Voici dans quels termes s'exprimait le rapporteur de la loi du 8 juillet 1871 : « Lorsque le pacte colonial existait entre la France et les colonies, l'importation de toutes les denrées coloniales se faisait en France forcément.

Les colonies n'avaient pas le droit de porter ailleurs qu'en France leurs produits, et par navires français. Depuis la dernière loi que les colonies elles-mêmes ont réclamé et obtenu, les colonies ont la libre importation de tous leurs produits. Elles peuvent les porter dans les pays qu'elles préfèrent, et par les pavillons qui paraissent les plus avantageux. Dans cette circonstance, la métropole n'est plus obligée de faire aux produits coloniaux une faveur que ses propres produits ne rencontrent plus sur les marchés coloniaux, et la navigation française ne profite plus exclusivement des importations qui se font aux colonies puisque les colonies ont la liberté d'exportation et le choix du pavillon. »

La même raison fut encore invoquée en 1881, lors du vote du tarif général des douanes, pour justifier le traitement imposé aux produits originaires des colonies françaises.

Le droit sur les cafés fut porté à 156 fr. par 100 kg. ; les cacaos furent frappés d'un droit de 104 fr.

la vanille de 416 fr. ; le poivre, le girofle, le cardamome de 208 fr. Aussi voyons ce qui se passa pour le café, la plus importante de ces cultures dites secondaires et qui seules auraient pu relever les colonies accablées sous la crise sucrière. En 1856, la Guadeloupe produisait 4 millions de kg. de café, en 1885 la production n'était plus que de 500.000 kg. Même diminution pour la Martinique et la Réunion.

Cependant les réclamations continuaient : devant la commission chargée (résolution du 29 novembre 1877) au Sénat, de constater les causes des souffrances du commerce et de l'industrie et de chercher les remèdes à y apporter, nous voyons M. Waddington, député et délégué de la Chambre de commerce de Rouen, demander (procès-verbal des séances p. 356) « que les colonies soient soumises au régime douanier de la métropole. »

Dans le même ordre d'idées, un autre délégué de la même Chambre de commerce, M. Cordier, sénateur, déclare incidemment « qu'il croit pouvoir considérer les colonies comme notre domaine ordinaire. »

Le comité commercial et industriel de Normandie (déposition devant la Commission du Sénat, du 20 janvier 1878) déclarait que nos colonies étant ouvertes à l'étranger, c'est la marine anglaise qui s'est

« substituée, pour la majeure partie, à la marine française, dans le transport des marchandises expédiées à la Martinique, à la Réunion et ailleurs. »

Le délégué de l'industrie des Vosges, M. Pommier, (déposition du 15 décembre 1877) déclarait qu'il est inique de livrer notre marché colonial aux Anglais quand la métropole garde la charge de l'administration des colonies.

Outre ces dépositions et d'autres faites devant la Commission du Sénat, les pétitions se multipliaient. Evidemment, tout n'était pas exact dans ces plaintes et l'intérêt particulier aveuglait quelquefois les pétitionnaires.

L'industrie des tissus notamment, estimait à 20 millions par an la décroissance de ses exportations aux colonies. Devant le conseil supérieur du commerce, MM. Schœlcher, alors député de la Guadeloupe, Laserve et de Mahy, députés de la Réunion, montrèrent, d'accord avec le directeur des colonies, que cette décroissance devait être ramenée à un chiffre beaucoup plus bas 700.000 ou 800.000 fr. C'est au cours de cette discussion que M. de Mahy, constatant que la mode aux colonies avait changé et ne voulait plus de ces articles dénommés œils-de-bourrique, madras, guigas, etc., que le commerce rouennais s'obstinait à vouloir leur fournir, s'écria pittoresquement : « On ne peut cependant pas nous condamner aux œils-de-bourrique à perpétuité. ».

Et en effet les colonies ne doivent pas être considérées par les industriels métropolitains comme des débouchés bons à absorber tous les produits inférieurs ou démodés, difficiles à écouler ailleurs. C'est malheureusement ainsi que les considèrent certains industriels, admirateurs forcénés du pacte colonial.

Au fond de toutes ces plaintes il y avait ceci d'indéniable, c'est que pendant que nos importations aux colonies diminuaient, les importations étrangères y devenaient prépondérantes. Or il est bien naturel qu'une métropole qui s'est imposée des sacrifices considérables pour l'acquisition et la conservation d'un domaine colonial soit la première à profiter du marché de ses colonies ; du train dont allaient les choses, le marché menaçait de nous échapper pour le plus grand profit des autres,

En 1865, à la veille de l'application du *senatus-consulte*, nos trois vieilles colonies avaient importé en marchandises métropolitaines :

La Martinique	17.334.908
La Guadeloupe. . . .	12.890.732
La Réunion	14.431.133
Ensemble. . . .	<u>44.656.773</u>

En 1880, les importations de ces mêmes colonies n'atteignaient plus que :

La Martinique	14.037.000
La Guadeloupe. . . .	11.631.849
La Réunion	9.198.643
Ensemble. . . .	<u>34.867.492</u>

C'est-à-dire qu'elles avaient fléchi d'environ 10 millions depuis l'application du sénatus-consulte.

Si maintenant nous envisageons le commerce de ces colonies avec l'étranger, nous voyons qu'il s'est élevé en 1865, pour :

La Martinique à . . .	9.963.492
La Guadeloupe. . . .	3.819.161
La Réunion	12.010.051
Ensemble . . .	<u>25.792.704</u>

Et en 1880 :

La Martinique	17.327.405
La Guadeloupe. . . .	13.624.629
La Réunion	24.755.078
Ensemble . . .	<u>55.707.112</u>

Donc, pendant le même laps de temps, le commerce avec l'étranger avait augmenté de 29.914.208 francs.

Et encore, en 1865, une crise paralysait les affaires dans nos colonies et le mouvement des échanges avec la métropole s'était sensiblement affaibli. En 1860, par exemple, l'exemple eût été bien plus frappant. En effet, l'importation des produits français s'élevait alors pour :

La Réunion à	25.800.000
La Guadeloupe. . . .	18.800.000
La Martinique	20.500.000
Ensemble . . .	<u>64.100.000</u>

Tels sont les résultats indéniables du sénatus-consulte de 1866.

§ 3. — *Réaction contre le régime d'Autonomie.*

Aussi, dès 1884, M. Félix Faure, alors sous-secrétaire d'Etat aux colonies, et dont l'esprit libéral est pourtant bien connu, insista très vivement auprès des Conseils généraux des trois colonies, régies par le sénatus-consulte de 1866, pour qu'ils rétablissent des droits à l'importation des produits étrangers. Un traitement de faveur pour les sucres coloniaux leur était du reste promis en compensation.

Est-ce la crainte de se voir enlever leur autonomie douanière que menaçait déjà la proposition déposée par M. Peulevey et par quelques autres députés, tendant à appliquer aux colonies le régime douanier de la métropole ?

Est-ce plutôt par suite d'un sentiment de solidarité fort louable avec les intérêts de la France ? Toujours est-il que les assemblées locales ne restèrent pas indifférentes à l'appel de la métropole : des délibérations des Conseils généraux rétablirent des droits de douane, dans les trois colonies ; ces tarifs furent approuvés par décrets pour la Guadeloupe, le 16 novembre 1884, pour la Réunion, le 19 janvier 1885, et pour La Martinique, le 25 avril 1885.

La Réunion surtout était largement entrée dans la voie indiquée par le sous-secrétaire d'Etat ; les droits du tarif général métropolitain y furent appliqués aux objets fabriqués de provenance étrangère, tels que peaux et pelleteries, ouvrages en métaux, meubles, tissus, etc.

Les deux autres colonies se contentèrent de voter, pour certains produits, des droits de 3, 5, 8 et 10 p. 100 de la valeur des marchandises (5 et 6 p. 100 sur les cotons, 9 et 10 p. 100 sur les tissus de lin et de chanvre, 10 et 15 p. 100 sur les soies).

Ces droits en général n'étaient pas assez élevés pour remédier au mal et ramener à notre commerce et à notre industrie, les importations faites par l'étranger.

Cependant, ces relèvements de tarifs produisirent un certain résultat. Si nous comparons les chiffres de nos importations de produits français dans les trois colonies en 1889, aux chiffres de 1885 par exemple, alors que les effets de la circulaire de M. Félix Faure, ne pouvaient encore se faire sentir, nous constatons au profit de 1889 une augmentation de 11 millions.

Une compensation ne tarda pas à être accordée aux colonies : la loi du 29 juillet 1884, art. 5, accorda aux sucres des colonies françaises importés directement en France, une véritable prime, dite déchet de

fabrication, fixée à 12 p. 100, et frappa (art. 10) d'une surtaxe non remboursable de 7 fr. par 100 kilogrammes les sucres bruts et les sucres non assimilés aux sucres raffinés, importés des pays d'Europe ou des entrepôts d'Europe.

La loi du 13 juillet 1886, prorogea cette surtaxe (art. 1) et éleva le déchet de fabrication pour la campagne 1886-1887 à 24 p. 100 (art. 2) et décida qu'il serait désormais égal à la moyenne des excédents de rendement obtenus par la sucrerie indigène pendant la dernière campagne de fabrication.

En conséquence, un décret fixe chaque année, pour la période comprise entre le 1^{er} septembre et le 31 août suivant, la quotité du déchet de fabrication qui doit être accordé aux sucres coloniaux. Ce chiffre a été de 23,80 p. 100 pour la campagne 1892-1893 et de 19.47 p. 100 pour la campagne suivante (1).

D'un autre côté, dans les colonies restées soumises à l'art. 18 du décret de 1854, qui conférait au gouvernement métropolitain le droit d'établir les tarifs de douane par simples décrets, le gouvernement prit une série de mesures pour y assurer des avantages à nos exportations.

Mais, dans ces colonies, la différence des systèmes appliqués constituait un embarras pour le commerce

1. E. Petit, *op. cit.*⁹ t. II, p. 583.

et une confusion pour les intéressés. Du reste, malgré l'établissement des taxes nombreuses et successives et malgré les efforts de M. Etienne, sous-secrétaire d'Etat, pour modifier cette situation, la métropole ne trouvait pas non plus dans ces dernières possessions, les débouchés qu'elle aurait dû y rencontrer.

Voici quelle était, à la veille du vote de la loi de 1892, la situation exacte au point de vue douanier, de ces colonies, ainsi que l'exposait M. Thomson, dans son rapport à la Commission des douanes.

A la Guyane, un décret du 7 janvier 1890, réglait le régime douanier. Les marchandises étrangères importées dans cette colonie étaient frappées à l'entrée, en sus du droit de 3 p. 100 perçu sur les marchandises de toute provenance en exécution du décret du 24 décembre 1864, d'un droit de 4 p. 100 *ad valorem*.

Quelques articles, les bœufs, les ânes, les mulets, les poissons salés, les bois, l'huile de schiste, etc., étaient exempts de cette taxe. Au contraire, les eaux-de-vie de mélasse (rhum et tafia), de provenance étrangère, supportaient, indépendamment du droit de 4 p. 100, une taxe spécifique de 0,40 par litre à 60 degrés centésimaux.

Au Sénégal, les décrets des 24 décembre 1864, 20 juin 1872 et 14 juin 1881 fixaient à 5 p. 100 *ad*

valorem les droits d'importation sur les marchandises de toute origine, 15 p. 100 pour les armes et munitions de guerre, 10 p. 100 pour les tabacs en feuilles et, pour les toiles dites guinées, 0,25 le mètre. Un décret du 2 décembre 1890 frappait, en outre, d'un droit de 7 p. 100 les marchandises étrangères de toute nature, et d'un droit de 6 centimes par mètre les guinées.

Dans les rivières du Sud, les principaux droits étaient des taxes de sortie. Aux termes du décret du 12 octobre 1888, sur tous les produits exportés des territoires compris entre les possessions portugaises des Bissagos et la colonie anglaise de Sierra-Leone (Rio-Nunez, Rio-Pongo, Dubreka, Mellakoré) ces droits s'élevaient à 7 p. 100. Il existait, en outre, des droits de consommation sur les alcools et les tabacs, fixés par arrêté du lieutenant-gouverneur des rivières du Sud.

Dans nos possessions de la Côte d'Or (Grand-Bassam, Assinie, Lahou, etc.) un décret du 3 septembre 1889 frappait de droits variables les marchandises de toute provenance. Ces droits s'élevaient à 20 p. 100 pour les fils de lin, chanvre, soie, pour la parfumerie, pour les savons de toilette à 15 p. 100 pour les tissus de lin, coton, chanvre, soie, etc.

Le régime douanier de la côte des Esclaves était

réglé par un arrangement intervenu, le 25 mai 1887, entre la France et l'Allemagne. Les possessions allemandes et françaises sur cette côte formaient un territoire douanier unique, sans ligne de douane séparative. D'après le décret du 6 février 1890 étaient frappés le genièvre, le rhum, le tabac, les poudres, les fusils et le sel.

Les mêmes produits étaient frappés des mêmes droits, par décret du 1^{er} avril 1870, dans nos possessions du golfe du Bénin.

Au Gabon, des tarifs de douane avaient été appliqués à un certain nombre de produits étrangers par décrets du 27 août 1874 et du 18 novembre 1890. Les alcools, les armes et les munitions d'origine française acquittaient à leur entrée dans cette colonie les droits perçus sur les similaires étrangers réduits de 60 p. 100. Enfin, il existait des droits de sortie. Sur les produits et les marchandises de toute provenance exportés d'un point quelconque de la colonie du Gabon et du Congo français, un droit maximum de sortie de 7 p. 100 *ad valorem* avait été établi par décret du 25 novembre 1890. L'ébène et le bois rouge étaient exportés en franchise.

A Mayotte, le tarif des douanes sur les marchandises étrangères, s'élevant à 15 p. 100 pour les laines, soie, coton, tissus de toute nature, etc., était édicté par décret du 6 février 1888.

A Nossi-Bé, par décret du 21 juin 1887, les droits sur les marchandises étrangères n'étaient que de 2 p. 100 pour les tissus de laine, de lin, de coton, de 5 p. 100 pour les tissus de soie, de 2 p. 100 sur les vêtements confectionnés, etc.

A Diégo-Suarez, il y avait, par arrêté du 23 septembre 1890, des droits de consommation sur les liquides importés et ceux fabriqués dans la colonie.

A Ste-Marie de Madagascar, il en existait sur les spiritueux de toute provenance. A St-Pierre-et-Miquelon, sauf les animaux, bœufs, vaches, porcs, moutons, volailles, œufs, légumes, harengs, bois de chauffage et charbon, tous les produits étrangers importés par bâtiments français venant des pays d'Europe ou des colonies françaises étaient frappés d'un droit de 1 p. 100 *ad valorem*. Les produits étrangers importés par tout autre bâtiment étaient frappés d'un droit de 4 p. 100 par décret du 15 février 1889 qui avait élevé le droit de 2 p. 100. Des droits d'octroi de mer frappaient les vins, les bières, et les liqueurs de toute provenance.

Dans nos établissements de l'Inde, les denrées et les marchandises de toute provenance, excepté les tabacs, étaient admises sans distinction de pavillon et en franchise de droits. Les spiritueux de toute nature et l'opium étaient exempts pour les fermiers et prohibés pour les autres. Les droits étaient com-

pris dans la redevance. Le sel était exempt pour le compte de la régie et prohibé pour autre compte.

Dans l'Indo-Chine, le tarif général des douanes était appliqué depuis 1887. Nous verrons plus loin et plus en détail cette application.

Dans la Nouvelle-Calédonie, il n'y avait pas de droits de douane. Des taxes d'octroi de mer frappaient les marchandises de toute provenance.

Il n'y avait pas non plus de droits de douane dans nos établissements de l'Océanie. Des taxes d'octroi de mer frappaient un certain nombre de produits ; les tabacs, les alcools, les bitters, les bières et vins, etc.

On le voit, le régime variait de colonie à colonie. Dans plusieurs de nos possessions, aucune faveur n'était réservée aux produits de la métropole. Aussi ces colonies se fournissaient-elles à l'étranger de nombreux produits qu'eut pu leur fournir la métropole.

Dans celles où des tarifs de douane existaient, leur incohérence et leur insuffisance en faisaient une base impossible pour un régime sérieux et raisonné, tel que le réclamaient le commerce et l'industrie.

§ 4. — *Essais d'assimilation.*

Cependant une tentative plus radicale venait d'être essayée sur l'Algérie. En effet, sous le poids

de la concurrence étrangère, les exportations françaises pour l'Algérie diminuaient d'année en année. Elles étaient tombées en 1884 à 146.700.000 francs. Aussi, en 1884, sur l'initiative de M. Peulevey, le même qui fut le promoteur principal de l'extension aux colonies du régime de l'assimilation la Chambre des députés décida d'appliquer à l'Algérie le tarif général métropolitain; l'assimilation fut prononcée par l'article 10 de la loi de finances du 29 décembre 1884. Les résultats ne se firent pas attendre: en 1885, les exportations françaises en Algérie montent jusqu'à 167.700.000 francs, à 189.300.000 fr. en 1886; elles fléchirent en 1887 pour se relever l'année suivante; en 1889 leur chiffre montait à 178.700.000 francs. Les importations de l'Algérie en France suivaient le même mouvement ascendant. De 102.000.000, chiffre de 1884, elles s'élevèrent en 1889 à 200.600.000 fr.

Ces heureux résultats, cet accroissement considérable du mouvement commercial entre la France et l'Algérie étaient un encouragement à étendre la politique d'assimilation.

Lors du vote de la loi de finances du 26 février 1887, plusieurs députés, MM. Thomson et Waddington notamment, proposèrent l'insertion d'un article additionnel qui rendait applicables en bloc à la Cochinchine, au Cambodge, à l'Annam et au Ton-

kin, les tarifs annexés à la loi du 7 mai 1881. La proposition de MM. Thomson et Waddington fut adoptée par la Chambre à une immense majorité, votée sans discussion au Sénat, avec ce tempérament toutefois qu'un règlement d'administration publique déterminerait les produits qu'il y aurait lieu d'exempter ou de détaxer en Indo-Chine comme n'intéressant pas l'industrie et le commerce français. Ce vote du Parlement ne fut accueilli avec enthousiasme ni en Cochinchine, ni au Tonkin. La Cochinchine jouissait, au point de vue douanier, d'une situation privilégiée : les seuls droits perçus, tant à l'importation qu'à l'exportation étaient un droit de consommation sur les alcools et des droits de sortie sur le riz et les bœufs, buffles et porcs vivants. Déjà plusieurs fois, en 1884 notamment, la question avait été agitée d'établir des droits protecteurs de l'industrie française. Le conseil colonial, la Chambre de commerce et le député, M. Blancsubé avaient déclaré qu'ils accepteraient avec une patriotique résignation, cet impôt perçu dans l'intérêt du commerce national, mais qu'ils devaient faire toutes réserves sur les conséquences que ces mesures pourraient entraîner au point de vue de la prospérité de la colonie.

Au Tonkin, il existait un tarif douanier : des droits *ad valorem* variant de 5 à 10 p. 100, avec détaxe de moitié pour les marchandises originaires de France

et des colonies françaises. Le tarif général constituait pour presque tous les articles une majoration considérable ; il substituait des droits spécifiques, d'une perception compliquée au tarif à la valeur ; enfin, la détaxe absolue accordée aux marchandises françaises, si elle produisait les résultats qu'on en attendait, c'est-à-dire si elle amenait la substitution des importations de produits nationaux aux importations étrangères, risquait de priver le protectorat d'une grande partie de ses ressources : telles étaient les objections formulées par le résident général, M. Bihourd, et par le directeur des douanes, M. Rocher.

Une commission chargée de préparer le travail qui devait être soumis au Conseil d'Etat se réunit sous la présidence de M. Marie, directeur du commerce extérieur au ministère du commerce. Le tarif qu'elle prépara fut consacré par un décret du 8 septembre 1887. Dès sa publication, il fut l'objet des plus vives critiques ; en France, la plupart des Chambres de commerce trouvèrent qu'il ne constituait pas une protection suffisante de l'industrie nationale ; il se passait en effet ceci : certaines nations admises à jouir en France du traitement de la nation la plus favorisée n'étaient soumises qu'aux droits du tarif conventionnel plus légers que ceux du tarif général. Or, au lieu d'expédier directement leurs produits

en Indo-Chine, les négociants de ces pays les introduisaient préalablement en France, ou nationalisés par le paiement des droits conventionnels, ils les expédiaient ensuite comme marchandises françaises. Mais la difficulté de constater l'origine exacte de toutes ces marchandises exportées rendait difficile la satisfaction à ces demandes qui ne leur fut donnée que plus tard.

Les plaintes que firent entendre les commerçants et les colons de l'Indo-Chine étaient, du reste, beaucoup plus fondées. Des taxes purement fiscales frappaient de droits énormes un grand nombre de produits que la France et ses colonies ne pourront jamais produire et qui sont indispensables aux populations de l'Indo-Chine. Aussi cette mesure appliquée à partir du 24 juin 1884, produisit-elle des effets fâcheux sur la situation économique et financière de ce pays (Congrès colonial national. t. I, p. 331 et suiv. t. II p. 230 à 346 et p. 543 ; t. III p. 263 et suiv.). Le mouvement commercial de la Cochinchine fléchit de plus de 18 millions en 1888 et le nombre des faillites quintupla.

Devant un pareil résultat, un travail d'émondage fut entrepris au plus vite dans le fâcheux décret de 1887 et un autre décret du 9 mai 1889 dégreva tous les produits n'ayant pas de similaires en France.

Cette expérience montrait que s'il était légitime

de garantir un avantage aux produits de la métropole il ne l'était pas moins de tenir compte de la situation particulière des colonies pour apporter telles exceptions au tarif général métropolitain que cette situation comportait. Ce fut une sage leçon et nous verrons que le législateur de 1892 en tint un large compte.

Du reste des corps dont la compétence était considérable, ne ménagèrent pas leurs conseils au gouvernement et s'ils se montrèrent tous favorables à une protection plus grande de l'industrie et du commerce métropolitains aux colonies, ce fut avec de sages réserves. En effet, la question était de plus en plus à l'ordre du jour et les discussions qu'elle souleva sont intéressantes à rapporter.

Nous allons les passer en revue, de façon à nous faire une idée du courant d'opinion qui devait amener la réforme du régime douanier de nos colonies réalisé par la loi du 11 janvier 1892.

CHAPITRE IV

LES PRÉCÉDENTS DE LA LOI DE 1892

§ I. — *Les congrès coloniaux de 1889*

Du 30 juillet au 3 août 1883 fut tenu à Paris un Congrès international colonial à l'occasion de l'exposition universelle.

Une de ses sections, la troisième, fut chargée de s'occuper entre autres questions, de celle du régime douanier des colonies.

Les résolutions de cette section se traduisirent par les avis suivants, énoncés dans le rapport de M. Isaac sénateur, vice-président du Congrès : « La section exprime l'avis qu'il est désirable.

1° Qu'il soit procédé dans les formes de droit à la revision des sénatus-consultes de 1854 et de 1866, dont les dispositions sont incompatibles avec l'organisation politique actuelle de la France ; — que l'acte à intervenir détermine les matières sur les-

quelles la loi métropolitaine sera de plein droit applicable aux colonies placées autrefois sous le régime des sénatus-consultes ; — qu'en attendant, et désormais, dans toute loi d'intérêt général votée par le Parlement, il soit introduit une disposition déterminant les colonies auxquelles cette loi sera applicable ;

2° Qu'il soit institué auprès de l'administration des colonies, un Conseil supérieur, comprenant entre autres membres des délégués des colonies non représentées au Parlement ; — que le Conseil soit appelé à choisir lui-même son président ; qu'il soit préalablement et obligatoirement consulté sur tout projet de loi concernant les colonies et tout projet de décret ayant un caractère législatif ; — qu'il ait le droit de formuler des vœux en matière coloniale ;

3° Que l'organisation intérieure des colonies soit modifiée de manière à concentrer entre les mains du représentant de l'autorité centrale toute l'action administrative et toute la responsabilité ; — que par voie de conséquence les pouvoirs propres des chefs d'administration soient supprimés ;

4° Qu'à l'avenir le régime douanier ne soit établi qu'après consultation des conseils locaux ; — que toutes les fois qu'un tarif sera établi dans une colonie dans un but de protection au profit des produits métropolitains, il soit accordé aux produits de cette

colonie entrant en France un traitement équivalent (1). »

La plupart de ces avis, émanés du reste des personnalités les plus compétentes, indiquaient fort judicieusement d'excellentes mesures à prendre et qui furent prises dans la loi de 1892.

L'avis des conseils locaux pour l'établissement du tarif de douanes, offre aux intérêts particuliers des colonies une garantie qu'un législateur consciencieux ne peut vouloir leur refuser.

Accorder, d'autre part, à certains produits des colonies, tels que le café, le cacao, la vanille, qui ne font concurrence à aucun produit national, un traitement de faveur à leur entrée en France, c'est, sans grande perte pour la métropole, donner une vigoureuse impulsion à des cultures trop longtemps négligées pour celle du sucre et dont le développement nouveau pourrait faire oublier les déboires causés par la culture unique de cette dernière denrée.

Ce congrès, tenu à l'occasion de l'exposition universelle, avait un caractère international, et le nombre de ses séances était fort limité. Les questions qui intéressent particulièrement les colonies françaises, ne purent y être l'objet d'études approfondies. Aussi un grand nombre de personnes exprimèrent-elles le désir qu'un nouveau Congrès, cette

1. *Congrès colonial international de Paris, 1889*, p. 145.

fois exclusivement national, fut organisé à bref délai, afin de compléter et d'achever à loisir, dans l'intérêt de la patrie française, l'œuvre cosmopolite du Congrès international.

Ce désir reçut satisfaction par la convocation du Congrès colonial national qui tint ses séances en 1889 et en 1890.

La première section de ce Congrès fut plus spécialement chargée de cette question du régime économique des colonies qu'elle discuta le 19 décembre 1889 (1). A la suite de cette séance, un premier vœu fut adopté sur le rapport de M. Isaac.

Le 20 février 1890, en Assemblée générale du Congrès, sous la présidence de M. Levasseur, président, l'ordre du jour appelle la discussion sur les questions relatives au régime économique et sur le vœu n° 8 adopté précédemment, sur le rapport de M. Isaac par la 1^{re} section. Ce vœu est ainsi conçu (2) :

« La section, considérant que le régime commercial des colonies se rapporte aux intérêts généraux de la nation et non pas seulement à des intérêts locaux, et que dès lors il est naturel que la métropole et la colonie participent à son établissement ;

Considérant que les tarifs douaniers sont au nombre des matières qui, par leur généralité, sont com-

1. *Congrès colonial national*, t. I, p. 60 et suiv.

2. *Congrès colonial national*, t. III, p. 29 et suiv.

prises dans les attributions du législateur, et que, par conséquent, c'est au Parlement qu'il appartient de les fixer, au moins pour ce qui concerne les colonies représentées législativement ;

Considérant qu'il est de l'intérêt bien entendu de la métropole de ne pas mettre obstacle au développement, dans ses colonies, des produits qui ne font pas concurrence à sa propre production, et que, d'ailleurs, étant donnée l'existence d'un régime douanier, il paraît anormal que, soit les produits métropolitains entrant aux colonies, soit les produits coloniaux entrant en France, se trouvent placés sous l'application des mêmes tarifs que les marchandises étrangères ;

Emet le vœu :

Que, pour les colonies représentées au Parlement, les tarifs douaniers soient fixés par voie législative, mais seulement après consultation des Conseils généraux ;

Que, pour les colonies non représentées, les mêmes tarifs soient établis par des délibérations des Conseils locaux, approuvées par décrets, après consultations du Conseil supérieur des colonies ;

Que, dans la fixation des tarifs, un traitement de réciprocité soit assuré aux produits tant métropolitains que coloniaux, et qu'en conséquence, un dégrèvement soit accordé à tous ceux des produits des

colonies françaises qui sont actuellement soumis, à l'entrée en France, aux mêmes droits que les produits similaires étrangers. »

M. Irénée Blanc, critiquant ce vœu comme insuffisant et trop compliqué, réclame la liberté complète des échanges entre les colonies et la métropole, et l'application aux marchandises étrangères importées dans nos colonies, des mêmes tarifs que dans la métropole.

Cette assimilation complète, au point de vue douanier, de la métropole et de ses colonies, est combattue par M. Maurice Wahl qui, tout en reconnaissant qu'il doit être tenu compte et dans une large mesure des intérêts généraux de la nation dans l'établissement du régime économique estime que l'application des tarifs douaniers de la métropole à toutes nos colonies serait la même pour beaucoup d'entre elles, dont les intérêts et les besoins spéciaux réclament un régime douanier particulier. Il approuve le vœu de la section. M. le baron Michel s'étant rangé à l'opinion de M. Blanc, M. Isaac, commissaire, fait remarquer que ce qu'ils demandent, la franchise absolue des échanges entre métropole et colonies, est impossible pour des raisons fiscales ; tout ce qu'on peut espérer obtenir, c'est une diminution des droits. D'autre part, pour les relations commerciales des colonies avec l'étranger, le commissaire démontre, en

développant les observations de M. Wahl, qu'il est indispensable d'établir pour chaque colonie un régime spécial approprié aux besoins locaux. A la suite de quelques observations d'autres membres, le vote par division sur le n° 8 est demandé.

Malgré l'opposition de M. Henri Mager qui, citant l'exemple de la crise financière provoquée en Cochinchine par l'établissement fait par voie législative du tarif général métropolitain, voudrait laisser les Conseils généraux seuls maîtres de fixer les tarifs à leur gré, les considérants et les paragraphes 1 et 2 du dispositif du vœu sont adoptés. Quant au paragraphe 3, il est remplacé, sous la réserve d'une révision ultérieure, par un amendement de M. le baron Michel, ainsi conçu :

« Les produits français entreront en franchise aux colonies et les produits des colonies françaises entreront en franchise en France. »

A la suite de ce vote sur le vœu n° 8 de la première section, l'Assemblée décida qu'au cours de sa dernière séance elle procéderait à une révision générale des vœux relatifs au régime douanier des colonies. Conformément à cette décision, une nouvelle discussion s'ouvrit le 4 mars 1890 (1).

Sur le vœu n° 8, les paragraphes 1 et 2, sur lesquels tout le monde était d'accord, furent adoptés sans

1. *Congrès colonial*, III, p. 313 et suiv.

difficulté. Quant au paragraphe 3, M. Isaac s'efforça de faire revenir le congrès sur l'amendement de M. le baron Michel et il y parvint, après un remarquable discours, où, ayant comparé les droits de douane proprement dits, destinés à protéger l'industrie nationale, et les droits de consommation, simplement destinés à remplir les caisses du Trésor, il montra que si les premiers devaient être abolis, il ne fallait pas songer à faire disparaître les seconds. La conclusion pour les marchandises métropolitaines, c'est la suppression des droits de douane et le maintien facultatif de l'octroi de mer, dans la mesure où les ressources qu'il procure aux budgets locaux le rendent nécessaire.

Quant aux produits des colonies entrant en France, ils ne sont assujettis actuellement, disait M. Isaac, qu'à des taxes de consommation ; mais ils sont très lourds et opposent de sérieux obstacles à l'introduction des marchandises coloniales dans la métropole. On peut les diviser en 2 groupes : les uns portent sur des produits qui ont des similaires en France, les autres sur des produits qui n'ont pas de similaires sur le sol français. Pour les premiers il n'est que juste de leur faire payer l'équivalent de l'impôt qui pèse sur les produits métropolitains : telles sont les taxes sur les sucres. Il est impossible de les supprimer tant que subsisteront les taxes métropolitaines.

Quant aux taxes de consommation du second groupe, sur le café, le cacao, la vanille, le poivre, les denrées coloniales en un mot, ce ne sont point comme les autres des taxes de compensation, elles sont uniquement destinées à procurer une ressource au Trésor.

Elles sont certes légitimes et le contribuable français qui paye un impôt pour des denrées de première nécessité, telles que le vin et le sel peut bien en payer un pour des denrées de luxe telles que la vanille, le cacao et même le café. Mais on peut leur reprocher d'être trop élevées. Nous avons vu plus haut le taux exorbitant des droits que ces denrées acquittent en France. Le résultat est de restreindre la consommation des denrées coloniales, d'empêcher par conséquent les colonies d'écouler sur le marché métropolitain une plus grande quantité de produits.

Mais le grand grief des colonies c'est que leurs produits sont traités comme les similaires des autres nations, comme des produits étrangers. Ce système, en paralysant les importations des colonies en France paralyse du même coup les importations de la France dans ses colonies. Il est superflu de s'étendre sur les mauvais effets de ce système. Depuis longtemps, il est jugé.

Un traitement de faveur devrait être institué pour les produits de nos colonies, soit par une augmen-

tation des droits actuels sur les provenances étrangères, soit plutôt d'une réduction de ces mêmes droits au profit des provenances des colonies françaises. On a calculé qu'un dégrèvement de moitié ne ferait perdre au Trésor que deux ou trois millions, sacrifice minime, qui serait d'ailleurs compensé en partie par l'accroissement des importations, et qui pourrait l'être en totalité au moyen d'une surtaxe insignifiante sur les produits d'origine étrangère. Telle est, semble-t-il à l'orateur, la solution du problème.

En conséquence il demande au Congrès de remplacer le paragraphe 3 du vœu n° 8 de la première section par le texte suivant :

« ... 3° Que les produits métropolitains, entrant aux colonies, ne puissent être soumis, ni directement, ni indirectement, à aucune taxe ayant un caractère douanier ;

4° Que les produits coloniaux ayant des similaires en France ne puissent être soumis, à leur entrée dans la métropole, qu'à des droits égaux à ceux qui frapperaient à l'intérieur du pays les produits français de même nature ;

5° Que les produits coloniaux n'ayant pas de similaires en France ne puissent être soumis, à l'entrée dans la métropole, qu'à des taxes de consommation d'un taux inférieur aux droits que supporteraient les produits étrangers de même nature. »

Les paragraphes 1 et 2 ayant été maintenus, le paragraphe 3 est supprimé et remplacé par la rédaction de M. Isaac. L'ensemble du nouveau texte est ensuite adopté par le Congrès. Cette adoption rend inutile l'examen des vœux d'autres sections demandant des traitements de faveur pour les denrées coloniales, toute satisfaction leur étant ainsi donnée.

Ainsi le Congrès international d'abord, puis le Congrès national, composés des membres les plus éminents et les plus compétents en matière coloniale venaient d'affirmer d'une façon unanime qu'il y avait lieu de reviser le régime commercial qui réglait les rapports de la métropole et de ses colonies. Sans vouloir reprendre les arguments des différents orateurs du Congrès qu'ils nous suffise de dire que l'opinion générale, dont les décisions du Congrès furent les interprètes, se prononçait nettement contre cette politique d'autonomie qui, depuis 1866, tendait de plus en plus à isoler les colonies et la France, contre cette politique de folle générosité qui, sous un vain prétexte de liberté, nous privait des légitimes compensations que nos sacrifices incessants nous donnaient droit d'attendre de nos colonies.

La motion du Congrès, si complète et si judicieusement conçue, devait avoir et eut en effet, une

grande influence lors de l'élaboration de la loi qui devait amener la réforme du régime douanier des colonies.

§ 2. — *L'enquête au Conseil supérieur du commerce.*

Cependant le nombre des partisans d'une protection plus grande de l'industrie et du commerce nationaux, grossissait tous les jours et, devant la politique des autres pays s'entourant à l'envie de barrières de douanes, le gouvernement se décida à modifier dans un sens plus protecteur notre tarif général des douanes.

Auparavant, le Conseil supérieur du commerce fut chargé par M. Tirard, alors ministre, de procéder à une vaste enquête sur le régime douanier. Un questionnaire fut envoyé aux chambres de commerce, aux chambres consultatives des arts et manufactures, et, par une heureuse innovation, à un grand nombre d'associations commerciales et de syndicats patronaux et ouvriers.

Une question concernait spécialement le régime douanier des colonies.

Dans l'exposé général des résultats de cette enquête, présenté au conseil supérieur, à sa première séance, M. Jules Roche, ministre du commerce, s'exprimait ainsi :

« Le conseil supérieur avait compris dans l'étude des questions que peut embrasser la révision de nos lois de douane, l'examen des vœux du pays en ce qui concerne les bases du régime douanier qu'il convient d'appliquer à nos colonies. Une impression très nette se dégage de la consultation provoquée sur ce point par le questionnaire :

La France qui s'est imposée des sacrifices considérables pour ses colonies, est en droit d'en chercher la compensation dans l'établissement d'un régime destiné à lui assurer, plus complètement qu'on ne l'a fait jusqu'ici, le bénéfice des échanges avec les différentes parties de son domaine extérieur. S'inspirant de cette idée, une forte majorité s'est formée pour recommander l'assimilation des colonies à la métropole, c'est-à-dire l'importation en franchise des marchandises françaises dans les colonies, avec la réciprocité pour les produits coloniaux à l'entrée en France, et l'application du tarif général métropolitain aux marchandises étrangères pénétrant dans nos possessions ».

En effet, nulle demande du questionnaire n'avait obtenu de réponse aussi nette et aussi formelle que celle qui avait été faite au sujet du régime douanier à appliquer à nos colonies. « Les chambres de commerce, les chambres consultatives des arts et manufactures, les associations syndicales, commerciales

et industrielles avaient été à peu près unanimes à protester contre l'état de choses actuel et à réclamer l'application immédiate d'un système économique qui, d'une part, réservât à la production française le marché de nos diverses possessions et fit, par contre, cesser l'anomalie choquante qui consiste à traiter, à leur entrée dans la métropole, les produits de la France d'outre-mer comme des produits étrangers (1).

Un certain nombre de chambres de commerce et de syndicats demandèrent aussi une diminution des droits énormes qui, pesant sur les denrées coloniales, en restreignaient la consommation sans profit pour le Trésor ; mais la commission des industries diverses, par l'organe de son rapporteur, M. Crouan, déclara qu'en raison du caractère fiscal de ces taxes, elle ne s'attacherait pas à en discuter le taux (2).

Le conseil adopta sans débat cette résolution qui maintenait le *statu quo*, dans sa séance du 12 juillet 1890.

Ce n'est que dans la dernière séance, le jeudi 17 juillet 1890, que l'ordre du jour amena la discussion sur la question du régime colonial.

1. Rapport de M. Thomson à la commission des douanes de la Chambre.

2. Conseil supérieur du Commerce et de l'Industrie. Enquête sur le régime douanier.

Aucun rapport n'avait été rédigé, mais la résolution était prise d'avance, et il n'était plus question de continuer, cette politique qui consiste à entretenir des colonies pour le plus grand profit des nations étrangères.

La discussion s'engagea sous la présidence de M. Teisserenc de Bort, vice-président. M. Etienne, sous-secrétaire d'Etat aux colonies, assistait à la séance.

C'est M. Pouyer-Quertier, qui, en 1866, avait déjà combattu le sénatus-consulte, qui le premier en réclama l'abrogation, s'élevant contre l'abus fait par les conseils généraux du droit d'établir eux-mêmes l'octroi de mer. La fâcheuse situation ainsi faite à la métropole par ses colonies qui devraient être au contraire les meilleures clientes de son industrie et de son commerce est anormale et ne peut continuer. L'orateur demande l'institution d'une commission spéciale chargée d'étudier les modifications à apporter à un tel régime.

Dans le même sens, M. Crouan, vice-président de la Chambre de commerce de Nantes, montre avec des chiffres à l'appui, que les importations étrangères dans nos colonies sont supérieures aux importations françaises, et, au nom de la chambre de commerce de Nantes, demande l'abrogation du sénatus-consulte de 1866. Il exprime le vœu que le régime douanier, à

appliquer dans nos colonies ait pour base le tarif général français, avec des exceptions à étudier pour chaque colonie, pour certains articles que l'importation française ne peut songer à fournir.

Après lui, M. Ponnier, filateur de coton, ayant parlé des tentatives faites en 1884, sur l'invitation de M. Félix Faure, auprès des colonies pour leur faire adopter un tarif plus favorable pour la métropole, trouve la protection ainsi obtenue insuffisante ainsi que les droits établis par des décrets du gouvernement dans les colonies régies par le sénatus-consulte de 1854. Il se plaint de l'incohérence et de l'insuffisance de tous ces tarifs et réclame l'assimilation des colonies à la métropole, en citant les heureux résultats produits par son application à l'Algérie depuis le 1^{er} janvier 1885. Il expose ensuite, d'après les statistiques fournies par la douane, un résumé fort intéressant de notre commerce avec nos colonies depuis 1827 jusqu'à l'époque actuelle. Ce tableau prouve que de 1827 à 1866 il y a eu progression constante dans les échanges entre les colonies et la métropole et que nos exportations n'ont cessé de dépasser de beaucoup les importations.

Ainsi, dans la période de 1857 à 1866, le chiffre des échanges est de 368 millions, les exportations sont supérieures aux importations de 42 millions.

Après le sénatus-consulte de 1866, la situation se

modifie contre nous ; le chiffre des échanges augmente il est vrai et monte à 390 millions dans la période de 1867 à 1876, mais les exportations sont inférieures de 19 millions aux importations.

Cette différence va s'accroissant jusqu'en 1888 où le total est de 537 millions avec une infériorité de 52 millions pour les exportations vis-à-vis des importations.

Ainsi, entre la période de 1857 à 1866, où les exportations de France dans les colonies dépassaient de 42 millions les importations des colonies en France, et l'année 1889, où le chiffre de celles-ci dépassait celui des exportations de 52 millions, la différence était de 94 millions.

Pendant cette période de 60 ans, les importations de nos colonies en France n'ont pas cessé de progresser et, de 62 millions, se sont élevées progressivement jusqu'à 295 millions.

L'orateur trouve cette situation anormale ; tandis que la France qui fait tous les frais de leur protection, ne leur envoyait en 1888 que pour 70 millions de produits, les colonies en recevaient 130 millions de l'étranger ; par contre, elles envoyaient sur le marché métropolitain pour 100.526.591 fr. et n'envoyaient à l'étranger que pour 54 millions.

Il conclut en demandant au gouvernement : 1° d'abroger le sénatus-consulte de 1866 pour les trois

colonies, et de donner au gouvernement seul la faculté de régler législativement le régime colonial.

2° D'assurer un traitement de faveur aux produits de nos colonies importés en France, avec des détaxes d'après leur distance.

M. Georges Pallain, directeur général des douanes, ajoute quelques chiffres qui confirment les dires de M. Ponnier et conclut comme lui. Il fait remarquer cependant que l'usage fait par les conseils généraux de l'art. 2 du sénatus-consulte a été autorisé par le gouvernement d'alors. Il termine en rappelant les conclusions du rapport de M. Teisserenc de Bort en 1875.

Seuls, M. Félix Faure, député et M. Permezel membre de la Chambre de commerce de Lyon s'élevèrent contre les réclamations formulées par les orateurs dont nous venons d'analyser les arguments. L'abolition du sénatus-consulte de 1866 serait une mesure trop radicale, ayant des conséquences fâcheuses. Si les colonies ont institué un octroi de mer frappant même les produits français c'est qu'elles ont besoin de ressources pour payer les sommes mises à leur charge par le sénatus-consulte : « On peut fort bien décider, dit M. Félix Faure, que les colonies subiront les lois que leur impose la métropole, mais je crois que ce serait là un mauvais système. Vous l'appliquerez cependant si vous considé-

rez les colonies comme des fermes à exploiter, et si vous êtes d'avis qu'il y a lieu de rétablir le pacte colonial.

..... Jedis que les colonies doivent avoir la liberté de se mouvoir, pour trouver des débouchés à côté d'elles ; vous ne devez pas les obliger à prendre leur matériel de fabrication en France, alors que les colonies concurrentes se le procurent à un prix moins élevé et produisent par conséquent à meilleur marché ».

Il critique ensuite les chiffres cités par ses adversaires, en prétendant que l'importation étrangère aux colonies est composée surtout de produits que la métropole serait dans l'impossibilité de leur fournir, des riz de l'Inde et des houilles anglaises, des viandes et des conserves des Etats-Unis.

Ce débat fut clôt par un discours de M. Etienne dont nous ne pouvons mieux faire que de citer presque en entier les judicieuses déclarations :

« Mon sentiment est très net : J'appartiens à cette école qui veut que les colonies soient absolument réservées au marché français. Je ne comprends pas cette conception qui consiste à avoir sur tous les points du globe des marchés commerciaux qui seraient exclusivement destinés à alimenter tous les autres marchés, excepté celui de la France. (Très bien ! très bien !

Avoir dans l'Atlantique, le Pacifique, l'Océan Indien, dans l'Extrême-Orient, de grandes possessions, qui ont coûté le sang le plus pur de la France, qui ont nécessité de notre part les plus grands sacrifices, et constater, après de longues années d'occupation, que ces possessions sont livrées aux Anglais, aux Allemands, c'est là un spectacle qui m'afflige tous les jours, et c'est une situation à laquelle il est temps de porter remède. (Très bien ! très bien !) Cet exposé fait, je suis d'avis qu'il convient de poursuivre le but que M. Félix Faure a atteint en partie en 1884. A cette époque, de toutes parts, dans le Parlement comme dans le public, on a déclaré que la France ne devrait plus se laisser aller aux générosités du passé et qu'il fallait songer désormais à la production nationale. Ce mouvement s'est étendu aux colonies : on a demandé que les colonies fussent, en partie du moins, réservées au marché français.

Je crois qu'il faut aller plus loin et demander aux colonies, étant donnés les sacrifices que nous faisons pour elles, de réserver leur marché à la production française. » Il cite ensuite l'exemple de l'Algérie en faveur de l'assimilation et critique le régime de l'autonomie. « Quand on accorde aux colonies l'indépendance économique, la force des choses veut qu'on arrive bien vite à l'indépendance complète ; quand les colonies n'ont plus de relations, plus de

liens communs avec la métropole, tôt ou tard, cette dernière est abandonnée. On en a des exemples : l'Angleterre sait ce qu'il lui en coûte d'avoir laissé une indépendance absolue à ses colonies. »

Après avoir rappelé que si le régime d'assimilation appliqué en 1887 à l'Indo-Chine n'avait pas d'abord donné de résultats heureux, c'est que le tarif général contenait une série d'articles qui auraient dû n'y pas figurer, et que modifié en 1889, il donne actuellement de bons résultats, M. Etienne fait remarquer que la France n'est pas, au point de vue de la production, dans la situation spécialement favorable de l'Angleterre, et que, si cette dernière peut se permettre de laisser ses colonies libres de commercer, tout en conservant la prépondérance sur leurs marchés, il n'en est pas de même de la France qui doit se réserver le marché de ses colonies par des droits protecteurs. En terminant, il propose au conseil de saisir de la question le Conseil supérieur des colonies qui en délibérera.

Cette solution est adoptée à l'unanimité par l'adoption d'une proposition en ce sens de M. Cyprien Fabre, président de la chambre de commerce de Marseille.

Ce n'est qu'au mois de mai 1891, nous le verrons, que la discussion eut lieu au sein du Conseil supérieur des colonies.

§ 3. - *La situation à la veille de la loi de 1892.*

Les paroles de M. Etienne n'étaient que trop légitimes et si nous recherchons quel avait été le mouvement des échanges de nos colonies avec la France, d'une part, et d'un autre côté, avec l'étranger, pendant les années précédentes, nous verrons que ses récriminations étaient bien fondées.

Voyons d'abord de 1884 à 1889 les importations en France de produits venant de nos colonies et possessions, l'Algérie exceptée.

Valeurs exprimées en millions :

	1884	1885	1886	1887	1888	1889
St-Pierre et Miquelon.....						
et grande pêche.....	29,4	33,8	37,3	29,2	32,0	27,6
Sénégal et établ. fr. du golfe						
de Guinée.....	18,3	28,6	20,7	18,9	24,9	24,3
Martinique.....	19,3	27,1	18,1	21,7	23,0	22,8
Possessions franç. dans l'Inde	17,0	18,4	24,6	19,0	14,7	22,7
Guadeloupe.....	15,8	21,6	16,0	21,2	23,2	22,5
La Réunion.....	10,1	17,5	14,7	13,7	15,9	12,1
Etabl. franç. en Océanie....	1,1	1,7	0,4	0,3	2,1	5,6
Indo-Chine.....	9,1	2,8	2,0	2,7	2,9	2,3
Mayotte, Nossi-Bé et Ste M.						
de Madagascar.....	1,1	1,9	1,3	1,1	1,1	1,7
Guyane Française.....	0,7	0,1	0,2	0,7	0,2	0,1
				Total	141,7	

Soit pour l'ensemble de nos colonies pendant l'année 1889 une importation totale de 141.700.000 dans la métropole.

Voyons maintenant pour nos colonies et possessions par pays de destination, le montant des exportations de France pendant les mêmes années :

Valeurs exprimées en millions.

Colonies	1884	1885	1886	1887	1888	1889
Guadeloupe.....	11,7	9,5	9,1	9,8	12,4	13,1
Martinique.....	10,7	9,9	10,0	14,2	11,1	12,6
Indo-Chine	8,1	14,7	9,0	10,0	11,7	12,2
Senégal et établ. fr. du g...	.	.	.	.	.	.
de Guinée	9,3	9,0	7,9	8,6	10,1	11,0
La Réunion.....	6,8	6,7	6,3	4,9	6,7	6,6
Etabl. fr. de l'Océanie	5,8	3,9	4,2	4,6	4,0	6,2
Guyane française	5,2	4,5	4,5	4,3	5,7	5,7
St-Pierre et Miq. et g. pêche...	4,7	4,6	4,1	4,3	4,1	4,6
Posses. franç. de l'Inde.....	0,4	0,9	0,6	0,3	0,3	1,1
Mayotte Nossi Bé et S. M...	.	.	.	.	.	.
de Madagascar.....	0,2	0,2	0,4	0,2	0,3	0,4
						73,5

Ainsi, en 1889 la métropole exportait dans ses colonies pour 73.500.000 de marchandises. Si maintenant nous envisageons pour cette même année 1889 le mouvement commercial entre les colonies et les pays étrangers, nous constatons qu'il s'est élevé à 220.997.024 fr. les importations de marchandises étrangères dans nos colonies représentant

129.603.424 fr. et les exportations de nos colonies pour l'étranger 91.393.600 fr.

Ainsi pendant l'année 1889, alors que la France importait pour 141.900.000 fr. de produits de ses colonies, le chiffre total de ses exportations vers les mêmes colonies n'atteignait pas 74 millions. Au contraire, tandis que nos colonies n'envoyaient que pour 91.393.600 fr. de produits à l'étranger elles lui en achetaient pour 129.603.424 fr. presque le double de ce qu'elles achetaient à la métropole.

Était-il injuste de dire qu'une telle situation était anormale ? La métropole n'avait-elle pas le droit de se plaindre d'être ainsi maltraitée et de se voir arracher le marché de ses possessions d'outre-mer ?

Quant à cette objection que ne manquent jamais de faire les partisans de l'autonomie à savoir que sous le régime du sénatus-consulte de 1866 les dépenses coloniales inscrites au budget de la métropole, avaient diminué d'une façon notable ; voici, d'après la déclaration de M. Georges Pallain, directeur général des douanes, devant le conseil supérieur du commerce et de l'industrie, ce qu'il en faut penser :

« Je vois, disait-il, que la métropole alloue 55 millions de subvention aux colonies. Je reconnais qu'il convient de déduire de ce chiffre les dépenses du service pénitentiaire et quelques autres encore :

soit ensemble 15 millions. Il reste encore 40 millions. Si je rapproche de ce chiffre les subventions indirectes accordées, par exemple, sous la forme de l'exemption pour les rhums, 3 millions, la subvention sucrière, 13 millions, les constatations nous permettent de dire que les colonies qui reçoivent de pareilles subventions doivent avoir des relations économiques plus suivies avec la métropole et ne pas établir leurs tarifs de telle façon que, chez elles, les produits français soient traités moins favorablement que les produits étrangers. »

Que répondre à un tel langage ? Une réforme urgente s'imposait.

Si encore ce système, si désavantageux pour la métropole, avait été du moins profitable à nos colonies et avait considérablement amélioré leur situation économique. Mais cela est fort contestable. On avait dit et répété sans cesse que l'important pour nos colonies c'était de pouvoir écouler leurs produits et qu'il fallait pour cela leur faciliter les débouchés chez les nations étrangères. Il est vrai que les colonies firent d'énergiques efforts, modifièrent et développèrent leur outillage et leurs procédés, et accrurent leur production, mais cette production quel accueil trouva-t-elle sur les marchés étrangers ?

Ce sont les chiffres qui se chargent de répondre :

si nos colonies achetaient à l'étranger beaucoup plus qu'à la France, il n'en est pas moins vrai que la France demeurerait leur principal marché; tandis qu'elles envoyaient à la métropole, pour 141,700,000 fr. de produits en 1889, elles n'en écoulaient à l'étranger que pour 91,393,600 fr. ; et encore dans ce chiffre, les exportations de l'Indo-Chine rentrent pour plus de moitié ; or ces exportations, qui sont en majeure partie composées de riz à destination de la Chine, ne dépendent en aucune manière du senatus-consulte de 1866.

Considérons seulement les chiffres qui s'appliquent aux 3 colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, régies par le senatus-consulte de 1866.

Le chiffre de nos importations en 1889 s'y élevait pour :

La Réunion à	6,649,775
La Martinique	12,593,116
La Guadeloupe	13,061,616
Ensemble	<u>32,304,507</u>

Il y a loin de ces 32 millions aux 64 millions que nous importions en 1860. La perte est de la moitié et encore le mal était-il un peu enrayé par les mesures prises en 1884.

Voyons ce que les colonies pendant cette même année 1889 envoyaient à la métropole :

Réunion	12,120,000
Martinique . . .	22,827,881
Guadeloupe . .	22,461,993
Ensemble	<u>57,409.874</u>

La France constituait donc pour les établissements coloniaux le principal marché et cependant ceux-ci achetaient à l'étranger beaucoup plus qu'à la France. En effet, en 1889 les importations étrangères aux colonies montaient aux chiffres suivants :

Martinique	14,293,102
Guadeloupe	12,597,012
Réunion	12,876,437
	<u>39,766,551</u>

Quant aux produits coloniaux exportés à l'étranger pendant la même année 1889 :

Martinique	1,099,809
Guadeloupe	437,965
Réunion	3,883,072
	<u>5,420,846</u>

Une exportation de 5 millions et demi contre une importation de 40 millions, voilà comment nos colonies pouvaient compter sur l'étranger pour y écouler leurs produits.

Mais si la France continuait à être le meilleur marché des colonies, leurs produits ne jouissaient plus des détaxes et des franchises d'autrefois ; le relâchement des liens économiques entre la métro-

pole et ses possessions, avait eu cette conséquence de faire traiter les produits de ces dernières comme des produits étrangers. C'était le résultat de la politique instituée en 1866.

On cite constamment l'exemple de l'Angleterre et de la grande liberté qu'elle octroie si généreusement à ses colonies. Nous savons pourtant que les conditions économiques ne sont pas les mêmes pour nos voisins de la Manche que pour nous et que leur supériorité navale et industrielle leur assure sans aucune contrainte, la clientèle de leurs colonies. Pour nous, il n'en est pas ainsi : « Une métropole, dit M. Cauwès (1), qui n'a pas la suprématie navale et dont les intérêts ne sont pas placés sous la sauvegarde d'une population compacte de colons, s'expose avec l'autonomie, à entretenir des colonies pour le plus grand profit de ses concurrents. Aujourd'hui, d'ailleurs, que les pays européens sont en quête de marchés pour leurs produits, un domaine colonial est un débouché naturellement affecté à la puissance qui s'est imposé des sacrifices pour se le procurer ».

Tel est le langage de la raison ; la question essentielle dans la colonisation, c'est de créer des débouchés au commerce et à l'industrie de la métropole. Il est certain qu'à côté de ces légitimes intérêts de la

1. Cauwès, t. II, p. 629.

métropole, les colonies ont des intérêts légitimes aussi et qu'on doit sauvegarder.

Mais nous estimons que le régime institué par le sénatus-consulte de 1866, tout en ne donnant pas satisfaction aux intérêts de la métropole, ne sauvegardait pas davantage ceux des colonies.

A part quelques rares faveurs pour divers produits, l'exemption pour les rhums, la subvention sucrière, les denrées dites coloniales, originaires de nos possessions françaises, étaient traitées comme si elles venaient de l'étranger. Aussi qu'arrivait-il ? c'est que la France qui jadis s'approvisionnait auprès de ses possessions de ces denrées nécessaires à son alimentation et à son industrie, allait maintenant les chercher au dehors.

En 1889, 117 millions de kilogrammes de café avaient été importés en France ; sur ce chiffre les colonies françaises n'en avaient même pas fourni un million.

Sur les 19 millions de kgr. de cacao importés dans la même année, la Martinique et la Guadeloupe ne comptent que pour 840,000 kg.

Pour la vanille, la Réunion, les Indes françaises et la Guadeloupe en avaient fourni la plus grande partie ; mais la plupart des épices étaient venues de l'étranger.

Une telle situation n'avait pas seulement suscité

des réclamations dans le monde industriel et commerçant de la métropole ; les représentants de nos colonies avaient, à différentes reprises, protesté contre la législation fiscale et douanière à laquelle étaient assujettis les produits coloniaux.

Dans la séance du 27 juin 1885, à la Chambre, MM. de Mahy, Hurard, Sarlat, Germain Casse, Ger-ville-Reache et Franconie contresignaient une proposition de M. Félix Faure ayant pour objet l'abaissement des droits de douane sur les cafés, cacaos, vanilles et giroffles venant des colonies françaises.

Le 4 février 1887, MM. de Mahy et Dureau de Vaulcomte déposaient sur le bureau de la Chambre une proposition tendant à abaisser de 33 pour 100 les droits perçus à l'entrée en France sur ces produits coloniaux : « Au mot « douane » disaient-ils, correspond l'idée « d'étranger ». En tout pays et en France notamment, depuis la Révolution, les droits de douane ne sont plus considérés comme des taxes n'ayant qu'un caractère purement fiscal mais bien plutôt comme des moyens de protéger contre la concurrence étrangère, le commerce et l'industrie de la nation ».

Partant de là, les deux honorables députés établissaient que les produits coloniaux ne pouvaient être confondus avec les produits étrangers dans le tarif officiel des douanes. Ils pouvaient bien être

assujettis, à leur entrée en France, au payement d'un impôt ; mais cet impôt ne devrait être que la représentation des taxes intérieures de fabrication, de circulation et de consommation que supportent les produits similaires de l'industrie et de l'agriculture métropolitaines.

Dans la séance du 18 juillet 1887, MM. Sarlat, Gerville-Réache et Hurard proposaient d'établir une surtaxe de 30 fr. par 100 kg. sur les cafés, cacao, etc., importés des pays étrangers ou des entrepôts d'Europe.

En 1890, les députés coloniaux signalaient à nouveau à l'attention des pouvoirs publics « les souffrances auxquelles étaient en proie les colonies françaises ». Dans la séance du 29 mai 1890, MM. Edouard Le Roy, de Mahy, Gerville-Réache, Hurard, Réaux, Deproge, Le Myre de Vilers, Pierre-Alype et amiral Vallon déposaient une proposition ayant pour objet d'établir une distinction fondamentale entre les produits importés des pays étrangers et ceux qui provenaient du territoire français hors d'Europe : aux premiers devait s'appliquer exclusivement le tarif douanier ; les seconds devaient acquitter simplement un droit de consommation.

Les cafés de toute provenance étant alors taxés à raison de 156 fr. par 100 kg. les droits sur cette denrée devaient à l'avenir être fixés comme suit :

Café des colonies françaises :

Taxe de consommation, 78 francs.

Café des pays étrangers :

Droits de douane, 78 francs.

Taxe de consommation, 78 francs.

156 fr.

Le cacao qui alors acquittait 104 fr. de droits, quelle que fût son origine, était désormais imposé ainsi :

Cacao des colonies françaises :

Taxe de consommation, 52 francs.

Cacao des pays étrangers :

Droits de douanes, 52 fr.

Taxe de consommation, 52 fr.

104 fr.

La taxation devait être établie sur les mêmes bases et d'après les mêmes règles, en ce qui concernait le poivre et le piment, la cannelle, la muscade, le girofle et la vanille.

C'est sur ces entrefaites que le 20 octobre 1890, M. Jules Roche, ministre du commerce et de l'industrie, déposa sur le bureau de la Chambre le projet de loi relatif à l'établissement du tarif général des douanes.

§ 4. — *Le projet de loi au Parlement.*

Ce projet devait devenir la loi du 11 janvier 1892 qui marque dans notre politique douanière une orientation toute nouvelle. Les tendances libre-échangistes qui régnaient depuis 1860, y font place au protectionisme le plus accentué et le système des traités de commerce y est définitivement abandonné.

En ce qui concerne la question du régime douanier à appliquer à nos colonies, le gouvernement n'avait pas eu l'avis du conseil supérieur des colonies ; en effet, ce corps trop récemment réorganisé, ne s'était pas encore occupé de la question ainsi que le faisait espérer M. Etienne au conseil supérieur du commerce.

Mais les vœux émis par ce dernier conseil et par les deux congrès coloniaux suffisaient amplement à indiquer au gouvernement la voie à suivre.

Il ne crut cependant pas devoir prendre l'initiative, et il se borna à proposer le maintien du *statu quo*, laissant à l'initiative parlementaire le soin d'engager la discussion :

« Le tableau E, porte l'exposé des motifs (1), détermine le régime applicable aux produits importés

1. J. O. Sess. extr. de 1890, annexe 932.

des colonies et possessions françaises. Des considérations fiscales ne nous ont pas permis, à notre grand regret, de vous proposer de détaxer les denrées coloniales ; mais la discussion des diverses propositions de loi dont l'initiative parlementaire vous a déjà saisis, vous permettra de vous prononcer à cet égard ».

Ainsi, les produits étrangers, importés aux colonies restaient soumis aux tarifs particuliers en vigueur dans chacune d'elles et les produits coloniaux, exportés en France, étaient toujours traités ainsi que leurs similaires étrangers.

Le mode d'établissement des tarifs restait régi d'une part par le sénatus-consulte de 1868 pour les 3 colonies de la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion, d'autre part par le sénatus-consulte de 1854.

Cette solution ne satisfaisait personne, car il était assez facile de prévoir que la majorité protectionniste du Parlement allait voter l'application aux colonies, du nouveau tarif général des douanes. D'autre part, les députés des colonies craignaient que les denrées coloniales ne continuassent malgré cette application, à être traitées comme les produits étrangers sans aucune diminution de taxe.

Nous avons vu les réclamations de la représentation coloniale durant les années précédentes. A coup

sûr elles étaient justes, et ses membres avaient grandement raison de penser et de dire que traiter les produits de nos possessions françaises comme produits étrangers, n'était ni équitable ni rationnel. Ils avaient raison de se plaindre de cette choquante anomalie qui, disaient-ils, froissait la justice en même temps qu'elle violait les principes qui doivent régler les rapports de la métropole avec ses colonies (Voir le rapport de M. Thomson).

Mais si cette situation était choquante au dernier degré, si la métropole percevait les droits inscrits à son tarif général sur les marchandises exportées de son territoire d'outre-mer, il faut bien dire que c'étaient les colonies elles-mêmes qui avaient donné l'exemple, en supprimant toute protection pour les produits de la métropole importés chez elles et en faisant de l'octroi de mer un si déplorable usage.

Les députés coloniaux ne manquaient pas, il est vrai, de rappeler les réformes apportées en 1884 par les conseils généraux aux tarifs de douane dans les colonies, sur l'invitation de M. Félix Faure, et les droits protecteurs des marchandises françaises établis alors.

Mais, malgré l'empressement apporté à satisfaire cette demande de la mère patrie les droits ainsi éta-

blis, sauf peut être à la Réunion, avaient été insuffisants. Ils n'assuraient pas à notre production nationale, les avantages efficaces réclamés en sa faveur. Nos importations aux colonies, ne cessaient pas de décroître. *

Aussi, peu de jours après le dépôt du projet de loi du gouvernement, les députés coloniaux comprenant qu'il convenait de donner à l'industrie française, la légitime satisfaction qu'elle demandait et d'appliquer toutes les mesures propres à lui restituer, le plus largement possible, le marché que lui avaient enlevé d'imprudentes dispositions économiques, ne voulurent laisser à personne l'honneur de créer un régime véritablement conforme aux mutuels intérêts de la mère patrie et de ses colonies.

Le 29 octobre 1890, MM. Gerville-Réache, Réaux, Edouard Le Roy, de Mahy, Hurard, Pierre-Alype, amiral Vallon, reprirent à nouveau la proposition qu'ils avaient faite précédemment, de diminuer de 50 p. 100 les droits à l'entrée en France sur les denrées coloniales venant de nos possessions d'outre-mer, en donnant à ces droits ainsi réduits le caractère de taxes de consommation.

Et, en même temps, ils demandèrent qu'on comblât une lacune du projet de loi présenté par le gouvernement, « celle qui résulte de l'omission de dispositions fixant le régime sous lequel seront pla-

cés les produits métropolitains entrant dans les colonies françaises. Il est naturel et nécessaire, disaient-ils, que pour être complètement efficace, le tarif général des douanes produise ses effets sur tous les territoires français ».

En conséquence, ils proposèrent d'appliquer moitié des droits du tarif métropolitain aux cacaos, chocolats, cafés, poivres, piments, girofles, cannelles, cassia lignea, amomes, cardamomes, muscades, macis et vanilles venant de nos colonies, en ajoutant comme articles additionnels les dispositions suivantes :

I

« Le traitement de faveur ci-dessus accordé aux produits des colonies françaises est subordonné aux conditions suivantes :

« a) Les produits devront venir directement des colonies françaises ;

« b) Ils devront être accompagnés de certificats d'origine, délivrés par l'administration des douanes de la colonie originaire ;

« c) Ils devront être importés par des navires français. »

II

« Le tarif général des douanes est applicable

dans les colonies françaises aux mêmes conditions que dans la métropole.

III

« Les produits métropolitains entreront francs de tout droit de douanes dans les colonies françaises.

« Ils devront être munis de certificats d'origine, délivrés par l'administration des douanes et importés par des navires français.

« Dans le cas où les pouvoirs locaux, pour se créer des ressources, croiront devoir taxer les produits français d'un droit de consommation, ce droit s'ajoutera aux droits de douane sur les produits similaires étrangers. »

Dès lors, l'hésitation n'était plus possible ; la représentation coloniale étant d'accord avec les représentants du commerce et de l'industrie métropolitaine, la réforme allait être facile et les grandes lignes en étaient esquissées dans la généreuse proposition des députés coloniaux, qui faisait ainsi crouler les objections de ceux qui reprochaient à nos colonies de n'avoir en vue que leur intérêt au mépris de celui de la mère patrie.

Cette proposition consacrait un principe que les députés coloniaux avaient toujours soutenu dans les

commissions, dans les bureaux et hors de l'enceinte du Parlement.

Lorsqu'en 1875, lors de l'enquête devant le conseil supérieur du commerce, M. Cordier, au nom de l'industrie française, disait aux représentants des colonies : « Ce qu'on vous demande de faire, c'est que le système qui est reconnu et adopté dans la mère patrie, soit également appliqué dans les colonies et sur le territoire français, et cette demande est basée sur le principe de l'identification des colonies et de la métropole. » M. de Mahy lui répondait : « Fort bien ! mais alors rendez-nous les détaxes dont nous jouissions autrefois, ou pour mieux dire, cessez de traiter nos produits comme produits étrangers. »

C'est ce principe de concessions mutuelles et de solidarité économique, que les représentants coloniaux venaient à nouveau d'affirmer. C'est lui qui devait triompher dans la réforme de 1892.

La Commission des douanes de la Chambre, à qui le projet du gouvernement fut renvoyé dans l'étude spéciale qu'elle fit du régime douanier à appliquer à nos colonies, tint un large compte de cette proposition des députés coloniaux et par l'organe de son rapporteur général, M. Méline, réclama l'application aux colonies d'un régime qui, tout en sauvegardant les légitimes intérêts des colonies

apportat à la métropole certains avantages, que les sacrifices qu'elle s'impose pour elles, la mettent en droit d'exiger.

« Par l'article 4, dit le rapport de M. Méline (1), votre commission a couronné l'œuvre de revision de notre régime économique en introduisant une modification profonde dans le système douanier de nos colonies. La réforme de ce système et l'abrogation du senatus-consulte de 1866, sur lequel il repose encore pour la Guyane, la Guadeloupe, la Martinique, est depuis longtemps réclamé par nos principaux centres de production.

On demande de toute part que nos colonies, qui sont si attachées de cœur à la mère patrie, soient considérées comme des provinces françaises et traitées comme telles au point de vue économique, par conséquent qu'elles aient le même tarif que la métropole. Les produits étrangers doivent être des produits étrangers dans nos colonies comme chez nous, et soumis aux mêmes droits. Il faut que nos colonies offrent aux produits français des débouchés de plus en plus larges, sans cela la politique coloniale serait radicalement condamnée. Il n'y a aujourd'hui qu'une voix en France sur la nécessité d'apporter un esprit de plus en plus positif dans la direction de nos affaires coloniales.

1. *J. Off.* 9 mars 1891, annexe 1257, p. 9.

La plus importante de nos colonies, l'Algérie, a inauguré la première, avec une hardiesse et une sincérité qui lui font le plus grand honneur, cette évolution si nécessaire ; depuis 1888, elle est devenue au point de vue douanier, un département français. Les résultats de cette assimilation sur le développement des échanges entre la métropole et notre belle colonie, ont été merveilleux et répondent à toutes les objections. La Réunion, avec sa générosité ordinaire a suivi l'exemple de l'Algérie, et nous n'avons qu'à nous en féliciter.

Il faut rendre cette justice à nos autres colonies, qu'elles ne demandent qu'à en faire autant. Mais elles font justement observer qu'elles ont été trop éprouvées et qu'elles sont trop pauvres pour faire seules les frais d'une réforme qui va retirer de leur budget une source de recettes importantes. Elles réclament comme compensation, une détaxe sur les produits de leur sol, envoyés en France, tels que café, cacao, cannelle, vanille, piment, etc.

Ces produits sont frappés en France de droits très élevés, mais il est juste de remarquer que ce sont des droits fiscaux plutôt que des droits de douane. Aussi nos colonies, comprenant bien qu'il serait excessif d'en demander la suppression totale, ont-elles déclaré elles-mêmes qu'elles se tiendraient

pour satisfaites avec une réduction de moitié du droit.

Votre commission a été d'avis de la leur accorder. Le sacrifice ne dépassera pas un million et demi, et il aura cet avantage de profiter au consommateur français.

Nous avons, du reste, considérablement atténué les conséquences de la mesure pour nos colonies en mettant en dehors de l'application de notre tarif, les produits étrangers qui n'auraient pas leurs similaires en France, et même les produits d'alimentation de première nécessité qui, ayant leurs similaires, n'ont jamais été considérés comme pouvant nous offrir des débouchés dans nos colonies à raison du prix trop élevé des transports. Le Conseil d'Etat sera chargé de déterminer ces exceptions sous le contrôle supérieur du Parlement. »

Ainsi étaient établis sur des bases nouvelles et d'une façon fort équitable, les rapports commerciaux de la France et de ses colonies. C'en était fait de cette politique qui, sous couleurs d'autonomie, aurait peu à peu relâché jusqu'à les rompre, les liens qui unissaient les colonies à leur métropole. Le nouveau régime dans lequel la métropole trouvait son avantage, faisait aussi aux produits des colonies une situation toute privilégiée et qui allait développer d'une façon considérable leurs cultures secondaires.

§ 5. — *Le rapport spécial de la commission des douanes de la Chambre.*

Les mesures ainsi proposées par la commission des douanes sont exposées longuement dans le rapport spécial rédigé au nom de la commission par M. Gaston Thomson, député. Après avoir fait l'historique du sénatus-consulte de 1866, indiqué ses résultats fâcheux et énuméré les mesures jusque là prises pour y remédier, le rapporteur expose la solution qui, au dire de la commission, semble s'imposer et qui n'est autre que celle que, d'un commun accord, la représentation coloniale et les chambres de commerce de la métropole avaient proposée, celle qui se dégageait des consultations données par tous les hommes compétents.

Cette solution en effet, telle qu'elle vient d'être esquissée dans le rapport de M. Méline, avait cet avantage incontestable de satisfaire les deux parties en cause. La métropole, en effet, au moyen du traitement de faveur accordé à ses marchandises à leur entrée aux colonies n'allait pas tarder à reconquérir le terrain perdu par son industrie et son commerce, au plus grand profit du commerce étranger.

Un autre avantage non moins considérable c'est que le régime nouveau allait établir dans les colonies

un système de douane d'une réelle fixité, possédant des chances sérieuses de durée. C'était là en effet une des principales demandes de nos commerçants et de nos manufacturiers : ils voulaient bien faire les sacrifices et les efforts nécessaires pour développer aux colonies le commerce français, et pour cela, modifier leur outillage, transformer leurs procédés de fabrication pour accommoder leurs produits au goût de la consommation coloniale ; mais encore voulaient-ils être assurés de n'être point à la merci du caprice d'un conseil général ou d'un haut fonctionnaire de l'administration coloniale qui du jour au lendemain, puisse venir troubler l'harmonie des rapports des colonies avec la métropole et supprimer le régime sur lequel on croyait pouvoir compter.

Ce vœu recevait satisfaction par la garantie de la loi. Quant à remplacer entièrement les importations étrangères aux colonies par les importations de produits français, c'était un résultat que la commission des douanes ne se flattait nullement d'atteindre par l'application du tarif général métropolitain. Elle se rendait parfaitement compte que cette application ne pouvait avoir lieu sans certains tempéraments, sans certaines atténuations, nécessités par les conditions spéciales de chacune de nos colonies. L'exemple de l'Indo-Chine était là pour rappeler que la France ne saurait avoir la prétention de tout fournir à ses

possessions et qu'il est certains articles que, pour diverses raisons, elle doit laisser ses colonies libres de se procurer au marché le plus favorable. L'important pour elle était de réduire autant que possible le nombre de ces articles.

Citons, avec M. Thomson, quelques exemples :

« Je constate, dit-il, avec les statistiques coloniales, que la Guadeloupe, pour commencer par cette colonie, a acheté, en 1888 pour 363.000 fr. de viandes salées ; la France, sur ce chiffre, n'en a fourni que pour 27.800 fr. En 1889, les achats de viandes salées faits par la colonie, se sont élevés à 500.000 fr. la France est comprise pour 14.000 fr. ; je trouve ce chiffre bien faible. La Guadeloupe, en 1888, a acheté 421.000 fr. de beurre salé à l'étranger et 92.000 à la métropole ; en 1889 elle en a acheté pour 441.000 fr. à l'étranger et pour 147.000 fr. — chiffre de notre tableau général du commerce — à la France. Elle a acheté 500.000 fr. d'huiles d'olives à l'étranger, en 1888, et 226.000 fr. à la France, etc. Est-il véritablement chimérique de prétendre changer ces proportions et accroître sur ces divers articles la part de la mère patrie ?

Je le crois d'autant moins que, pour quelques-uns d'entre eux déjà, nous avons vu, en 1889, les exportations de la métropole augmenter. Nous venons de le voir pour le beurre salé, il en est de même pour

les huiles. Pendant cette dernière année, toutes les huiles que la colonie a importées et qui représentaient une valeur de 789.000 fr. ont été prises en France.

Je pourrais appliquer le même raisonnement à une infinité d'autres produits.

Pour les tissus de coton, de laine, de chanvre, de lin, pour les vêtements confectionnés, etc, les exportations de la France vers la colonie ont atteint, en 1889, 1.730.000 fr. dépassant de plus de 200.000 fr. les exportations de l'année précédente ; c'est, à coup sûr, un résultat intéressant, mais il reste du terrain à conquérir, puisque les exportations des tissus étrangers vers la Guadeloupe, principalement des tissus de coton — dépassent encore 1.300.000 francs.

Comme pour ses savons, ses vins, sa bougie, ses légumes secs, sa fonte, son fer, son acier, ses outils et ouvrages en métaux, il faudrait arriver à ce que la colonie, pour ces divers articles, vint s'approvisionner complètement en France. »

M. Thomson se livre ensuite aux mêmes remarques sur quelques autres colonies et conclut ainsi :

« Je crois qu'il n'est pas besoin d'une plus longue démonstration pour établir combien il nous est facile, si nous savons renoncer à un système économique aujourd'hui condamné par les faits, de reprendre et de ramener à notre industrie et à notre commerce

agricole une large partie des importations faites aujourd'hui par les nations étrangères. »

Voilà pour l'intérêt de la métropole dans le projet de la commission des douanes.

Celui des colonies n'était pas moins évident. Nous avons vu plus haut que la France était pour nos colonies le principal marché de leurs produits. En effet, ces produits sont, pour la plupart, sans similaires sur le territoire de la métropole et ils sont nécessaires aux besoins de son commerce, de son industrie et de sa consommation.

Les importations de la France, en 1889, en café, cacao, vanille, girofle, muscade, cannelle, etc — les tabacs exceptés — s'étaient élevées à 309 millions à peu près sur ce chiffre, nos colonies figuraient grâce à la vanille, pour 7 millions. Les cafés de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion n'y entraient pour guère plus de 2 millions. La Martinique et la Guadeloupe nous avaient envoyé 850.000 kg. de cacao.

Quant aux épices venant de nos colonies, elles contribuaient à l'alimentation métropolitaine pour une part presque insignifiante.

Ces chiffres sont bien peu de chose en regard de la consommation nécessaire à la France.

Il était de la plus grande importance, et ce but allait être atteint par la loi, de relever ces cultures,

assez injustement nommées secondaires, et trop longtemps négligées pour la monoculture du sucre, dont les dangers ne sont plus à démontrer.

Maintenant que nous avons exposé les grandes lignes du projet de la commission des douanes, voyons les objections qu'on pouvait et qu'on n'avait pas manqué de lui faire.

La détaxe de 50 p. 100 sur les droits à l'entrée en France des denrées coloniales allait, disait-on, gravement compromettre les intérêts du Trésor. Cette crainte était bien chimérique dans l'état actuel des importations des denrées prévues (M. Méline estimait dans son rapport, à un million et demi la perte ainsi subie par le Trésor). Aussi ne manquait-on pas d'ajouter que le danger allait provenir du développement considérable que ce dégrèvement allait donner à la culture des denrées coloniales. Et c'était bien là, en effet, l'espoir de la commission, et la plus heureuse conséquence du projet ; mais en supposant même que ce mouvement se dessinât immédiatement, il n'aurait pas fallu moins de quelques années avant la mise en rapport des nouvelles plantations de caféiers, cacaoyers, girofliers et muscadiers et leurs produits n'auraient certes pas encombré le marché. Il se passera du temps avant que nos colonies puissent nous fournir les 261 millions de francs de café et les 50 millions de francs de cacao que nous consommons chaque année.

Une objection bien plus sérieuse était présentée au nom de l'intérêt colonial ; elle a toujours été, du reste, le grand argument des partisans de l'autonomie : l'application du tarif général métropolitain à toutes nos colonies, disait-on, risque de les obliger à payer fort cher des marchandises que la France ne produit pas, ou qu'elle est dans l'impossibilité de leur fournir à cause de l'éloignement. Telle avait été la cause principale du fâcheux effet produit par l'essai fait en 1887 à l'Indo-Chine. Aussi le conseil général de la Guadeloupe, dans une délibération du 17 décembre 1890, avait-il déjà dirigé des critiques contre le système nouveau, assurant que son application ferait peser sur les colonies les charges les plus lourdes.

Il est certain que ces objections étaient fondées si l'on n'apportait pas à l'application du tarif général aux colonies des tempéraments indispensables. Mais nous avons vu l'effet salulaire de l'exemple du Tonkin. Aussi la commission des douanes proposa-t-elle de prendre la même mesure et de déclarer que des règlements d'administration publique fixeraient les exceptions pouvant porter sur des produits d'alimentation de première nécessité et des produits n'ayant pas leurs similaires dans la métropole.

« Pour nos colonies de la côte occidentale d'Afrique auxquelles s'appliquera la mesure, dit M. Thom-

son dans son rapport, pour le Sénégal, les rivières du Sud et le Gabon, les exceptions pourront porter sur les marchandises de troc qui peuvent être considérées comme la monnaie employée dans le commerce avec les Maures et dans les rapports avec les peuplades de l'intérieur de l'Afrique. Pour des raisons à la fois politiques et budgétaires, il faut se garder de troubler ces rapports et de risquer de détourner au profit des possessions étrangères voisines des nôtres le commerce qui, de l'intérieur, aboutit à nos comptoirs de la côte. »

De telles mesures faisaient tomber les objections formulées contre le système ; nous avons vu du reste que si le conseil général de la Guadeloupe se montrait hostile à la mesure, sa représentation avait été la première à demander de resserrer les liens économiques entre la mère patrie et nos vieilles colonies ; cette attitude répondait plus exactement aux véritables sentiments de la population coloniale et servait plus utilement la cause de la métropole et les intérêts mêmes des colonies.

Quant aux ressources résultant de l'application du tarif métropolitain aux colonies, elles restaient acquises aux budgets coloniaux, en vertu de la législation antérieure qui n'était modifiée qu'en ce qui concerne les tarifs.

Pour les droits d'octroi de mer, l'abus qu'en

avaient fait les conseils généraux décida la commission des douanes à n'en confier l'établissement ou la modification qu'à des décrets délibérés en conseil d'Etat, après avis des conseils généraux ou des conseils d'administration.

De plus, certaines possessions étaient laissées en dehors de ce régime ; c'étaient celles dans lesquelles des conventions internationales interdisent l'application d'un tarif différentiel (*territoires de la côte occidentale d'Afrique*, sauf le Gabon) d'autres établissements qui ne sont en réalité que des entrepôts, ou qui, trop éloignés de la mère-patrie, n'ont pas un commerce suffisant pour qu'il y ait avantage à les faire rentrer dans la règle commune : les établissements français de l'Océanie, de l'Inde, d'Obock et Diego-Suarez. Nos établissements de l'Inde étaient exceptés à cause de leur enchevêtrement dans les possessions anglaises qui rendait difficile, sinon impossible, l'établissement d'une ligne de douanes.

Un tableau annexé, le tableau E, fixait les droits et immunités applicables aux produits importés des colonies, possessions françaises et pays de protectorat de l'Indo-Chine.

Le sucre et ses dérivés n'étaient pas dégrevés parce que les droits perçus par la douane sur ce produit ne sont que l'équivalent de l'impôt de consommation auquel sont assujettis les sucres indigè-

nes de betterave. Il eût fallu, pour pouvoir lui accorder un traitement de faveur, surtaxer les sucres coloniaux étrangers, comme le sont les sucres de betterave étrangers, au profit des sucres de betterave français, mais l'intérêt de la raffinerie ne le permettait pas.

Les produits des colonies et possessions françaises n'étaient admis au régime de faveur qu'à la condition de l'importation directe et sur la production des justifications d'origine réglementaire.

§ 6. — *L'enquête au conseil supérieur des colonies.*

Telle était l'économie du projet de la commission des douanes. C'est alors qu'il parut nécessaire au gouvernement d'avoir l'avis du conseil supérieur des colonies sur un projet qui allait modifier aussi considérablement le régime douanier de nos colonies.

Cette résolution était un peu tardive et certes, il était assez étrange de voir le conseil supérieur saisi d'un projet parlementaire émané d'une grande commission comme celle des douanes. Au cours de la discussion, M. Gerville-Réache faisait remarquer l'anomalie de cette situation en ajoutant : « Il est à souhaiter que le conseil supérieur donne son avis sur ces graves questions, mais il serait préférable que ce fut avant que le Parlement en soit saisi et avant qu'il se soit prononcé entre elles. »

La discussion sur le rapport de M. Thomson s'engagea donc au sein du Conseil supérieur des colonies, sous la présidence de M. Etienne, sous-secrétaire d'Etat aux colonies, le lundi 4 mai 1891 et se prolongea les mercredi 6 et vendredi 8 mai (V. le *J. off.* du 6 juillet 1891).

Le projet de la commission des douanes rencontra de la part d'un certain nombre de membres du Conseil, une opposition assez vive. M. Félix Faure notamment reprenant les arguments qu'il émettait jadis au Conseil supérieur du commerce s'éleva contre la réforme projetée qui permettrait à certains industriels d'exploiter nos possessions comme on exploite une ferme. L'exemple de l'Algérie pour montrer l'avantage de l'assimilation douanière est, selon lui, mal choisi, car elle fait pour ainsi dire partie de la France et lui envoie tous ses produits. Si nos colonies achètent à l'étranger c'est que nous ne saurions leur fournir certains produits, tels que les animaux vivants, les guanos, les farineux alimentaires, les combustibles, etc... Les colonies ont besoin d'un régime de liberté et d'indépendance. Le Conseil supérieur ne peut du reste délibérer avant de connaître d'une manière précise les tarifs qui seront appliqués aux colonies et qui ne sont pas encore votés. M. Félix Faure demanda l'ajournement de la discussion jusqu'au moment où les colonies auront fait connaître leur avis.

MM. Ulysse Pila, Hurard, Deproge, entre autres, condamnent avec M. Félix Faure le projet de la commission, craignant que l'application du tarif général aux colonies n'y amène un renchérissement général de toutes choses et citant encore une fois l'exemple de l'Indo-Chine.

M. Isaac, tout en jugeant excellent le dégrèvement sur les denrées coloniales proposé par la commission des douanes, estime que ce ne sera pas pour les colonies une compensation suffisante aux charges résultant pour elles de l'application du tarif métropolitain ; ce qu'il faudrait c'est non seulement l'assimilation douanière, mais l'assimilation générale. Il demande lui aussi l'avis des conseils locaux et le renvoi de la question à chacune des sections du Conseil supérieur. M. Thomson réfute ces opinions et soutient les conclusions de son rapport. Il s'attache surtout à faire ressortir ce qu'avait déjà fait remarquer M. Tandonnet, représentant de la chambre de commerce de Bordeaux, et que semblent oublier les adversaires de la réforme, c'est que l'application du tarif général ne se fera pas d'une façon brutale et uniforme, mais qu'on tiendra un large compte des besoins particuliers spéciaux à chaque colonie pour apporter des tempéraments appropriés aux circonstances.

Après lui, M. Gerville-Réache, rappelant la pro-

position qu'il avait déposée avec quelques autres de ses collègues sur le bureau de la Chambre le 20 octobre 1890, soutient la réforme projetée comme profitable à la fois à la France et à ses colonies dont elle resserrera les liens mutuels trop relâchés par le sénatus-consulte de 1866 : « Il ne s'agit pas en ce moment, ajoute-t-il, de libre-échange ou de protection. Non ! il se pose pour nos colonies une question de politique coloniale (très bien ! très bien !) sur laquelle il faut prendre parti. Pour mon compte, quoique libre-échangiste, je suis partisan de l'application du régime douanier de la France aux colonies. J'en suis partisan sous certaines réserves et avec les exceptions qui sont dans le rapport de M. Thomson ».

Cependant, l'opinion du Conseil supérieur était généralement que la solution d'une pareille question ne pouvait être adoptée sans l'avis préalable des conseils locaux intéressés. C'est cet avis qui prévalut par l'adoption d'un projet de résolution signé par MM. Félix Faure, Schœlcher et plusieurs autres membres et ainsi conçu ;

« Le Conseil supérieur des colonies,

Considérant que les propositions de la commission parlementaire des douanes concernant les colonies ne sont pas définitives ;

Que des changements aussi considérables à apporter au régime politique et économique des colonies

ne peuvent être décidés avant la consultation préalable des conseils locaux ;

Emet l'avis :

Qu'il y a lieu d'ajourner la décision à prendre quant au régime économique des colonies jusqu'à ce que l'administration puisse communiquer au Conseil supérieur les délibérations des conseils locaux ».

La consultation des conseils locaux n'eut point lieu et la discussion en resta là au Conseil supérieur des colonies.

Le projet de la commission des douanes fut adopté par la Chambre dans sa séance du 15 juillet, après une discussion à laquelle prirent part MM. Félix Faure, Thomson, Deproge, Le Myre de Vilers, Gerville Réache, Hurard, où libre-échangistes et protectionnistes reproduisirent les arguments déjà donnés dans les précédentes enquêtes.

Voyons maintenant l'accueil fait par le Sénat à ces propositions ainsi élaborées et arrêtées d'accord entre le gouvernement et la chambre :

« Elles ont été, expose dans son rapport général M. Dauphin (1), l'objet de critiques dans la commission du Sénat. Plusieurs de ses membres ont été d'avis de ne pas joindre les tarifs douaniers des colonies à la législation métropolitaine et d'en détacher l'examen pour l'étude d'une loi spéciale.

1. *J. Off. doc. Parl.* nov. 1894, p. 300.

Le fond même de la loi a été difficilement accepté, notamment par M. Isaac qui la considérait comme portant atteinte à l'autonomie et à l'indépendance des colonies et refusait surtout de laisser passer au Conseil d'Etat un droit de tarification exceptionnelle qui serait mieux placé dans les mains des conseils généraux coloniaux ou du pouvoir législatif ».

Malgré ces objections, la commission propose « de mettre fin à une situation où l'on voit la métropole inscrire chaque année dans son budget 40 millions pour doter les services de nos colonies et y importer moins de marchandises que les étrangers.

Parlant des exceptions à apporter au tarif, le rapporteur ajoute :

« Le correctif accordé permet toutes les exceptions utiles. La forme pour les déterminer est la meilleure. Le pouvoir législatif ne peut être, pour les voter, mis en mouvement à chaque variation des nécessités locales. Les conseils généraux et d'administration ne seraient pas toujours des juges impartiaux pour apprécier à eux seuls les modifications de tarifs dont on leur retire la confection. Le Conseil d'Etat est le mieux placé pour apprécier et résoudre ces difficultés de détail ».

La commission juge donc le projet bon et un ajournement inutile. Mais elle apporte un correctif heureux qui permet de tenir compte dans une

certaine mesure des besoins et des vœux des populations :

« Le projet de loi dépossède outre mesure les conseils généraux et d'administration des colonies du droit de concourir à l'établissement des exceptions. La commission est d'avis de les autoriser à prendre l'initiative sur cet objet des délibérations que le gouvernement sera tenu de soumettre au conseil d'Etat, étant bien entendu que le droit de tarification appartient avant tout, au principe et en dehors d'eux, au gouvernement lui-même. »

En outre, la commission propose de dire que le tarif de la métropole sera exécutoire seulement après qu'aura été rendu le décret d'administration, publique établissant les exceptions.

Ces modifications du primitif article 3, en nécessitent le dédoublement en 5 articles, 3, 4, 5, 6 et 7.

Le nouvel article 6 est spécialement consacré aux octrois de mer. Le texte adopté par la Chambre des députés exigeait l'intervention d'un décret d'administration publique pour l'approbation des tarifs d'octroi de mer.

La commission, voulant simplifier la perception d'un impôt qui forme la ressource principale des budgets coloniaux, établit une différence entre les délibérations des conseils généraux et des conseils d'administration des colonies qui fixent le mode d'assiette de l'impôt et celles qui votent le tarif.

Les premières resteront soumises à l'approbation d'un décret d'administration publique.

Pour les autres, la commission propose de les rendre exécutoires par simples décrets, et en outre, de leur accorder une exécution provisoire en vertu d'arrêtés des gouverneurs.

Dans sa séance du 17 décembre 1891, le Sénat adopta le projet ainsi modifié par sa commission des douanes.

Après plusieurs renvois de l'une à l'autre Chambre, une discussion au Palais Bourbon le 25 décembre 1891 et une au Sénat le lendemain, le nouveau régime douanier fut établi définitivement par la loi promulguée le 11 janvier 1892.

CHAPITRE V.

LA LOI DE 1892.

§ 1. — *Son économie.*

Les articles concernant le régime douanier des colonies dans la loi du 11 janvier 1892 sont les articles 3, 4, 5, 6 et 7 ainsi conçus :

Art. 3. — Les droits et immunités applicables aux produits importés dans la métropole, des colonies, des possessions françaises et des pays de protectorat de l'Indo-Chine, sont fixés conformément au tableau E annexé à la présente loi.

Sont exceptés du régime du tableau E les territoires français de la côte occidentale d'Afrique (sauf le Gabon), Taïti et ses dépendances, les établissements français de l'Inde, Obock, Diego-Suarez, Nossi-Bé et Sainte-Marie de Madagascar. Toutefois, les guinées d'origine française provenant des établissements français de l'Inde sont exemptes de droits. Des exemptions ou détaxes peuvent être, en outre,

accordées à d'autres produits naturels ou fabriqués originaires des établissements susvisés, suivant la nomenclature qui sera arrêtée pour chacun d'eux par des décrets en Conseil d'Etat. Les produits naturels ou fabriqués originaires de ces établissements qui ne seront admis à leur entrée en France au bénéfice d'aucune exemption ou détaxe seront soumis aux droits du tarif minimum.

Les produits étrangers importés dans les colonies, les possessions françaises et les pays de protectorat de l'Indo-Chine, à l'exception des territoires énumérés au paragraphe 2, sont soumis aux mêmes droits que s'ils étaient importés en France.

Des décrets en forme de règlements d'administration publique, rendus sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et après avis des conseils généraux ou conseils d'administration des colonies, détermineront les produits qui, par exception à la disposition qui précède, seront l'objet d'une tarification spéciale.

Les paragraphes 1 et 3 du présent article ne seront exécutoires pour chaque colonie qu'après que le règlement prévu par le paragraphe 4 sera intervenu, sans que cependant l'effet de cette disposition puisse excéder le délai d'un an. Toutefois, le gouvernement pourra faire bénéficier immédiatement, en tout ou en partie, des dispositions du tableau E les colonies

qui actuellement appliquent dans leur ensemble aux produits étrangers les droits du tarif métropolitain, ou qui frappent les denrées coloniales venant de l'étranger des droits inscrits audit tarif.

Art. 4. — Les conseils généraux et les conseils d'administration des colonies pourront aussi prendre des délibérations pour demander des exceptions au tarif de la métropole. Ces délibérations seront soumises au Conseil d'Etat, et il sera statué sur elles dans la même forme que les règlements d'administration publique prévus dans l'article précédent.

Art. 5. — Les produits originaires d'une colonie française importés dans une autre colonie française ne seront soumis à aucun droit de douane.

Les produits étrangers importés d'une colonie française dans une autre colonie française seront assujettis dans cette dernière au paiement de la différence entre les droits du tarif local et ceux du tarif de la colonie d'exportation.

Art. 7. — Le mode d'assiette, les règles de perception et de mode de répartition de l'octroi de mer seront établis par des délibérations des conseils généraux ou des conseils d'administration, approuvés par décrets rendus dans la forme des règlements d'administration publique.

Les tarifs d'octroi de mer seront votés par les conseils généraux ou conseils d'administration des co-

lonies. Ils seront rendus exécutoires par décrets rendus sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies. Ils pourront être provisoirement mis à exécution en vertu d'arrêtés des gouverneurs.

Les dépenses du service des douanes (personnel et matériel) seront comprises dans les dépenses obligatoires des budgets locaux des colonies.

Art. 7. — Les dispositions de l'article 10 de la loi du 29 décembre 1884, relatives à l'Algérie, sont maintenues en vigueur.

Quant au tableau E, annexé à la loi, il faisait à certains produits des possessions françaises une situation de faveur, à la condition de l'importation directe et sur la production des justifications d'origine réglementaires.

Ces produits étaient : le cacao en fèves ou broyé, le chocolat, le café en fèves, torréfié ou moulu, les thé, poivre, piment, girofle, cannelle, cassia lignea, amomes et cardamomes, muscades, macis et vanille. Ils n'acquittaient à l'entrée en France que la moitié des droits du tarif métropolitain.

La loi du 17 janvier 1892 ne s'occupe ni de Madagascar, ni de la Tunisie. C'est que le traité du 17 décembre 1885 n'accordait à la France à Madagascar qu'une protection politique avec quelques privilèges pour les personnes de ses nationaux.

Pour la Tunisie, elle était placée par la loi du 19 juillet 1890 sous un régime exceptionnel qui ne pouvait être modifié avant l'expiration des traités conclus par le gouvernement de la Régence avec d'autres puissances. Ce régime consistait dans l'exemption de tous droits à l'entrée en France pour un certain nombre de produits tunisiens, tels que les céréales, les huiles, les animaux vivants et dans l'abaissement à 0,60 par hectolitre des droits sur les vins. Ceci sous certaines conditions et sous la réserve d'un décret fixant annuellement les quantités auxquelles s'appliqueraient ces dispositions de faveur. Les marchandises françaises ne jouissaient d'aucune protection dans la Régence.

Telle est l'Union douanière réalisée par la loi du 11 janvier 1892 entre la France et les parties lointaines du territoire national. Elle est basée sur le principe de l'assimilation qui fait de la colonie une prolongation du territoire de la métropole ; la solidarité politique se double de la solidarité économique.

§ 2. — *Les différents systèmes.*

Au cours de cette étude nous avons été amené à passer en revue les systèmes antérieurement appliqués aux rapports commerciaux de la France et de ses colonies.

Le pacte colonial n'est plus qu'un souvenir ; tout le condamne et il est fort heureux qu'il ait disparu. Le système de l'autonomie est bien différent : la colonie est libre d'organiser comme il lui plaît ses relations commerciales avec la métropole ou avec l'étranger ; elle peut choisir ou la liberté, ou la protection. De son côté, la métropole se réserve de faire tel accueil qu'elle voudra aux produits de ses colonies. C'est un système d'indépendance respective, c'est celui qu'institua chez nous le sénatus-consulte de 1866. C'est celui que l'Angleterre applique vis-à-vis de ses colonies. Aussi, rien de plus divers que les régimes adoptés par ces colonies ; le Canada est protectionniste, Maurice est libre-échangiste ; en Australie, tandis que la colonie de Victoria s'entourait d'une barrière de droits, les Nouvelles-Galles du sud pratiquaient le libre-échange. Mais la plupart n'ont pas imité le régime de liberté pratique et préconisé par leur métropole et se sont entourés de droits protecteurs aussi bien vis-à-vis de l'Angleterre que de l'étranger.

Ce système est l'inverse du pacte colonial ; tandis que dans celui-ci les intérêts des colonies sont sacrifiés à ceux de la métropole, dans le système de l'autonomie, ce sont les intérêts de la métropole qui sont subordonnés à ceux des colonies. Il est dange-

reux ; cette indépendance économique relâche les liens politiques.

« Par l'exemple du Canada, de l'Australie, des Etats-Unis, il est manifeste, dit M. Cauwès (1), que le terme de l'évolution normale pour les colonies de peuplement habituées à l'autonomie c'est la complète souveraineté. »

Si l'Angleterre, sans trop de périls, à cause de sa grande supériorité industrielle et navale, peut se permettre un tel système, en revanche, la France jouait un rôle de dupe lorsqu'elle l'appliqua à ses colonies. Nous avons vu que dans les colonies où le sénatus-consulte de 1866 était en vigueur, notre importation perdit sa situation prépondérante et les produits étrangers nous supplantèrent.

En Angleterre, on en revient aussi de ce système, mais, chose curieuse, ce revirement dans l'opinion part non de la métropole mais des colonies : elles voudraient avoir un régime de faveur à leur entrée en Angleterre et forcer cette dernière à s'entourer de droits protecteurs vis-à-vis des importations étrangères.

Tel est le sens des vœux formulés dans la conférence tenue en juin 1894 à Ottawa au Canada.

Mais l'Angleterre résiste, calculant que si elle gagne la clientèle de ses colonies, elle perdra celle de

1. Cauwès, *op cit.*, p. 130.

l'Europe et elle perdrait au change (V. M. Leseur à son cours).

Tout ceci montre que le système de l'autonomie n'est pas le meilleur.

Est-ce à dire qu'il faille pratiquer l'assimilation absolue ? Non, évidemment : un tel système produirait quelques conséquences analogues à celle du pacte colonial : liberté d'échanges entre la métropole et les colonies, difficulté de commercer avec l'étranger ; cependant la ressemblance n'est qu'apparente et tandis que c'était l'assujettissement de la colonie qui était la conséquence du pacte colonial, dans le régime de l'assimilation absolue ce serait l'égalité. En outre, dans le système de l'assimilation, les colonies jouissent du droit d'exporter leurs produits où bon leur semble et de celui de les manufacturer elles mêmes.

Il nous semble que le meilleur système à appliquer, c'est un régime mixte empruntant aux divers systèmes ce qu'ils ont de bon. La base serait un régime d'assimilation, mais un régime à effet partiel et tempéré. En principe le territoire coloniale et le territoire métropolitain sont identiques, la liberté d'échanges entre eux est la règle ; mais il peut se faire qu'un produit colonial ait son similaire dans un produit indigène ; si on frappe ce produit indigène, il faut aussi frapper le produit colonial, sans

quoi l'égalité de traitement, base de l'assimilation, serait brisée.

Au fond du pacte colonial, il y avait cette idée juste que la métropole doit retirer un profit de ses colonies en y réservant pour ses produits une situation de faveur. Nous avons vu que l'assimilation amenait *ipso facto* ce résultat en étendant aux colonies les droits de douane établis par la métropole. A appliquer cette règle de façon absolue, il y aurait danger et inconvénients ; pour une colonie éloignée, c'est la gêner que la forcer à venir s'approvisionner dans la métropole quand elle peut le faire plus près. Tout en partant du système de l'assimilation, on pourrait appliquer une partie du système de l'autonomie en tenant compte de la situation géographique et des besoins des colonies. Sur l'avis des autorités locales, on apporterait pour chaque colonie par des tarifications spéciales des modifications au système douanier de la métropole, toutes les fois que l'éloignement ou d'autres considérations rendaient cette mesure nécessaire (Voir M. Leseur à son cours).

Or, nous retrouvons tous les caractères d'un tel système dans le régime institué par la loi du 11 janvier 1892.

§ 3. — *Régime douanier actuel de nos différentes colonies.*

On ne s'explique donc guère les récriminations que souleva chez certains économistes l'apparition de la nouvelle loi (Voir *Journal des Economistes*, octobre 1892 et novembre 1893 A Bouchié de Belle : *Le nouveau régime douanier des colonies*, Girault : *Principes de colonisation et de législation coloniale*). Ces critiques ne sont pas, du reste, sensiblement différentes de celles que nous avons vu formuler lors des enquêtes ou des discussions aux congrès coloniaux.

Les nouveaux tarifs furent appliqués, en usant des tempéraments que les articles 3 et 4 permettaient d'y apporter.

Pour les colonies où le tarif général n'entraînait pas en vigueur, elles n'étaient pas admises à jouir du traitement de faveur inscrit au tableau E; en effet, rien ne garantissait la métropole contre l'introduction dans ces pays des produits étrangers qui lui auraient été ensuite expédiés. Une exception était cependant faite en faveur des toiles dites guinées, d'origine française, provenant des établissements français de l'Inde, qui étaient exemptes de droit. En outre, en exécution du paragraphe 2 de l'art. 3, un décret du conseil d'Etat du 30 juin 1892 a accordé l'exemp-

tion ou le bénéfice de la détaxe aux produits dont la nomenclature suit, originaires des colonies ci-après désignées :

1° *Territoires de la Côte occidentale d'Afrique, sauf le Gabon (Sénégal, Guinée française et dépendances) :*

Huiles de palme, de touloucouna, d'illipé et de palmiste, — exemptes.

Bois à construire ou d'ébénisterie, et bois odorants, — exempts.

Café, — moitié des droits du tarif métropolitain.

(Un décret fixe annuellement la quantité admise à la détaxe).

2° *Nossi-Bé :*

Vanille, — moitié des droits du tarif métropolitain.

Rhum, — exempt.

3° *Sainte-Marie de Madagascar :*

Girofle, — moitié des droits du tarif métropolitain.

Rhum, — exempt.

4° *Tahiti et dépendances :*

Vanille, — moitié des droits du tarif métropolitain.

Nous allons faire une revue rapide de la situation douanière de chacune de nos colonies, avec les exceptions apportées au tarif métropolitain par les décrets prévus au paragraphe 5 de l'art. 3 pour les colonies assimilées.

A la Martinique, les exceptions au tarif métropolitain ont été déterminée par les décrets du 29 novembre 1892 et du 30 mars 1893.

A la Guadeloupe, la loi de 1892 en ce qui concerne les importations de produits étrangers, a été modifiée par un décret du 29 novembre 1892 et par celui du 3 juin 1893 relatif aux tabacs.

L'île Saint-Barthélemy jouit, dans ses relations avec la métropole, des mêmes avantages que les autres colonies françaises des Antilles (Circulaire du 22 mars 1878).

Enfin, à la Réunion, c'est un décret du 26 novembre 1892 qui a déterminé les exceptions au tarif métropolitain. Il y existe, en vertu d'un arrêté local du 27 décembre 1888, un droit de sortie de 2,25 p. 100 sur les sucres, café, vanille, girofle, maïs, muscade, miel, pommes de terre, aulx, oignons, sacs de vacoa et légumes secs.

A Saint-Pierre et Miquelon, le tarif métropolitain a reçu certaines modérations de droits qui firent l'objet des décrets des 21 décembre 1892 et 16 décembre 1893. En outre, des décisions ministérielles des 6 janvier et 10 mars 1894, portent que les hamçons de provenance étrangère destinés à la pêche de la morue ne doivent pas payer les droits, comme n'étant pas versés dans la consommation locale.

A la Guyane, le tarif douanier métropolitain a été

modifié par les décrets du 29 novembre 1892 et du 3 avril 1894. A la sortie, les peaux de bœufs continuent à supporter le droit de 50 centimes par pièce institué par le décret colonial du 11 juillet 1837. L'or en lingot et à l'état brut paie une redevance de 8 p. 100 (délibérations du conseil général des 8 décembre 1879 et 9 décembre 1886).

Pour l'Indo-Chine nous avons vu plus haut l'application faite en 1887 du tarif métropolitain. Aujourd'hui son régime douanier résulte du décret du 29 novembre 1892.

Les produits de la vallée du Mékong et de ses affluents, autres que le poivre, introduits en Indo-Chine par le fleuve sont exempts de droits.

Les produits spéciaux taxés à un taux supérieur à celui du tarif métropolitain paient intégralement les droits prévus par le tarif spécial, déduction faite de ceux qu'ils ont acquittés en France, en Algérie ou dans les colonies assimilées.

Il est accordé une détaxe de 80 p. 100 sur les droits d'importation pour les marchandises étrangères transitant à travers l'Indo-Chine française et le mode de perception en est réglé par arrêté du gouverneur général.

Les produits étrangers débarquant à Saïgon, à Tourane, à Haïphong et à Hongay peuvent être admis au bénéfice de l'entrepôt fictif dans les locaux agréés

par la douane. Les mouvements dans les entrepôts ne sont autorisés que pour les quantités d'une même marchandise comportant un droit minimum de 150 fr. à l'entrée ou de 50 fr. à la sortie, sans qu'on puisse fractionner un colis.

Des arrêtés du gouverneur général de l'Indo-Chine déterminent les garanties à exiger des entrepositaires ; la durée de l'entrepôt fictif ne peut excéder une année.

Des entrepôts réels peuvent être établis par l'administration locale, suivant des conditions déterminées par des décrets, et provisoirement par des arrêtés locaux.

Un droit sur l'exportation des riz de Cochinchine existait depuis 1878 : il représentait l'impôt foncier ; il a été conservé et un arrêté du 30 décembre 1893, établissant comme base de perception le quintal au lieu du picul, a fixé la taxe à 17 centimes pour les riz exportés en France et à 26 centimes pour ceux expédiés à l'étranger. Toutefois, les riz et paddys exportés au Cambodge par le fleuve sont exempts de droits de sortie, ainsi que ceux de provenance cambodgienne en transit à Saïgon (arr. loc du 19 septembre 1883). Les riz blancs à destination des Philippines sont assujettis au droit de 20 cents 8 par quintal (arrêtés des 6 février 1891 et 30 décembre 1893).

En outre, des taxes à la sortie frappent : les bœufs et les buffles pour couvrir les frais de vérification et de délivrance des permis d'embarquement (arr. loc. du 16 janvier 1882) ; les pores (arr. loc du 24 mars 1887 et délibération du conseil colonial du 24 décembre 1890), les bois (arr. loc du 12 juin 1891) ; les pâtés de poisson et la saumure exportés de la Cochinchine et du Cambodge (arr. loc du 30 décembre 1893).

La perception du droit de sortie sur les riz, à raison de 20 centimes par picul avec une surtaxe mobile de 5 cents a été établie au Tonkin par les arrêtés locaux des 18 novembre 1889 et 24 décembre 1890, et en Annam par ceux des 6 juillet 1889 et 31 décembre 1893. (Petit. *Organisation des colonies* p. 574).

Jusqu'en 1892, les ports de la Nouvelle Calédonie étaient francs ; les navires de toute nationalité n'avaient à y acquitter que les droits de navigation ou de pilotage.

Le décret du 26 novembre 1892, qui a rendu applicable à la Nouvelle-Calédonie le tarif général a tenu compte dans une large mesure des conditions spéciales où elle se trouvait en raison de son éloignement de la métropole ; aussi les exceptions lui ont-elles été concédées en bien plus grand nombre qu'aux autres colonies. En outre, le décret du 13 janvier

1894 a abaissé les droits sur les tabacs en feuilles.

Pour Mayotte et le protectorat des Comores, le tarif métropolitain a été modifié par les deux décrets des 26 novembre 1892 et 13 janvier 1894. Un décret du 23 janvier 1896 a placé ces possessions sous l'autorité du gouverneur de la Réunion.

Voilà pour les colonies assimilées et on peut dire que grâce au système des décrets, les exceptions apportées l'ont été avec un discernement qui met à néant les craintes que faisait concevoir aux partisans de la liberté à outrance l'application aux colonies du régime douanier métropolitain.

Voyons rapidement quelle est la situation de nos autres colonies non soumises au régime douanier de la métropole.

Nous avons vu les raisons pour lesquelles nos établissements de l'Inde ont été ainsi exceptés : enclavés comme ils le sont dans les possessions anglaises, les entourer d'une barrière de douanes eût été fort difficile et, d'ailleurs, c'est pour la consommation de nos produits un marché sans grande utilité. Le trafic à l'entrée et à la sortie est donc entièrement libre et peut se faire sous tous pavillons.

Actuellement, en vertu du paragraphe 2 de l'art. 3 de la loi de 1892 : les guinées d'origine françaises provenant des établissements de l'Inde sont, par fa-

veur spéciale, exemptes de droits à leur entrée en France ; les autres produits de la colonie jouissent aussi du bénéfice du tarif minimum lorsqu'ils sont importés en droiture.

Au Sénégal, des droits frappant les marchandises de toute nature et de toute provenance avaient été institués par des décrets du 24 décembre 1864, du 20 juin 1872 et du 20 janvier 1879. Le conseil général fut invité à remanier le régime douanier de la colonie, à compter du 1^{er} janvier 1891, de manière à assurer aux marchandises françaises un traitement plus avantageux qu'à leurs similaires étrangers.

C'est dans ce but qu'un décret du 2 décembre 1890, actuellement en vigueur, frappa toutes les marchandises étrangères importées au Sénégal dans la partie comprise entre la frontière nord et le Saloum inclusivement, et indépendamment des droits institués par les décrets cités plus haut, d'un droit de 7 p. 100 de la valeur, laquelle est déterminée d'après les mercuriales ou d'après les prix des factures majorés de 25 p. 100. Ce décret consacre la franchise antérieure du port de Gorée et exempte de tous droits de douane, de consommation et d'octroi de mer un certain nombre d'articles.

A la suite de l'acte général de Bruxelles, un décret du 30 décembre 1890 a prohibé au Sénégal et dépendances, l'importation et la vente des armes à

feu et des munitions autres que les fusils à silex et les poudres de traite.

La traite de la gomme, longtemps réservée à des traitants commissionnés chaque année par le gouverneur est actuellement libre depuis le décret du 22 mars 1880. Un droit de sortie de 1 fr. 50 par quintal est perçu à St-Louis sur les gommes exportées pour permettre à l'administration locale d'acquiter les redevances garanties aux chefs maures. Nous avons vu plus haut que le décret du 30 juin 1892 a fait une situation de faveur à certains produits du Sénégal entrant en France.

« Un décret du 12 octobre 1888 a porté à 7 p. 100 le droit de sortie perçu sur toutes les marchandises exportées des territoires de la Casamance et des Rivières du Sud. Un décret du 3 septembre 1889 a établi des droits de douane sur toutes les marchandises étrangères importées dans les établissements de la côte d'Ivoire. Un décret du 1^{er} avril 1890, rendu à la suite d'un arrangement conclu avec l'Allemagne, le 26 décembre 1889, a taxé les genièvres, rhums, tabacs, poudres, fusils, et sels de toutes provenances introduits dans les établissements du Bénin ; ces droits sont les mêmes que ceux perçus dans le Togoland qui forme, avec les possessions françaises, un territoire douanier unique. Enfin un décret du 27 mai 1892 rendu à l'époque où ces trois établissements

formaient une seule colonie, a taxé les huiles de palme, bois et cafés étrangers importés dans la Guinée française et dépendance (1) ».

.... En outre, un décret du 4 avril 1897 (2) a frappé les produits et marchandises importés à la Guinée française des pays étrangers et qui ne seraient pas originaires de ces pays des taxes suivantes :

Tissus de toute nature, vêtements confectionnés, etc., 25 fr. les 100 k. net.

Tabac fabriqué en feuilles, 10 fr. les 100 k. brut.

Poudres de traite et autres, 20 fr. les 100 k. brut.

Autres marchandises, 3 fr. 60 les 100 k. brut.

Le régime fiscal du Dahomey et dépendances a été remanié assez récemment. Depuis le 1^{er} mai 1895, les taxes perçues sont les suivants :

Taxes de consommation :

1^o Tissus de toutes provenances et natures : 40 p. 100 *ad valorem* (arrêté du 10 avril 1894).

2^o Marchandises non dénommées au présent tarif et n'étant pas comprises dans la liste ci-dessous : 4 p. 100 *ad valorem* (arrêté du 1^{er} mai 1895).

La valeur, en ces deux cas, est déterminée par les prix de facture majorés de 25 p. 100.

3^o Tabac : 35 fr. les 100 k.

1. Girault. *Législation coloniale*. p. 537.

2. *J. Off.* 7 avril 1897.

4° Vins artificiels, alcools, rhums, tafias et spiritueux en fûts : droit variant suivant les degrés.

Le genièvre, la poudre, les fusils, le sel marin et le sel gemme sont également frappés.

Pour l'importation en France, nous avons vu que la situation de faveur faite par le décret du 30 juin 1892 s'appliquait à tous les établissements de la côte occidentale d'Afrique.

« Quant au Congo français, le tarif métropolitain nous l'avons vu, ne s'applique qu'au Gabon, autrement dit, à la partie de la côte située au nord du parallèle passant par 2° 30' de latitude sud, qui aboutit à la lagune de Setté-Kama. Les territoires situés au sud de ce parallèle font, en effet, partie du bassin conventionnel du Congo et en ce qui les concerne, la France est liée par l'acte général de la conférence de Berlin du 26 février 1885. Or le chapitre 1 de cet acte pose le principe d'une liberté complète du commerce dans les territoires formant ce bassin conventionnel pour toutes les nations (art. 1 et 2), et celui de l'égalité de traitement pour tous les pavillons et les marchandises de toute provenance. L'art. 4 ajoute : « Les marchandises importées dans ces territoires resteront affranchies de droits d'entrée et de transit ». Toutefois, une déclaration signée lors de la conférence de Bruxelles, le 2 juillet 1890 a reconnu aux Puissances ayant des possessions dans cette région

le droit d'établir sur les marchandises importées des droits de douane ne pouvant dépasser 10 p. 100 *ad valorem*. En conséquence, le protocole du 8 avril 1892, signé par les représentants des trois Etats. (France, Portugal, Etat indépendant du Congo) qui possèdent la partie occidentale de ce bassin, fixe les droits à percevoir sur les marchandises à l'entrée et à la sortie. Les produits importés sont taxés à 6 p. 100 *ad valorem* sauf les armes, les munitions, la poudre et le sel taxés à 10 p. 100. Les machines et outils sont exempts pendant quatre ans, et le matériel des chemins de fer pendant la période de construction des lignes, lesquels délais passés, une taxe de 3 p. 100 pourra être établie. Les alcools sont résumés (voir chap. VI, art. 90 à 95, de l'acte général de la conférence de Bruxelles). A la sortie, l'ivoire et le caoutchouc sont taxés à 10 p. 100, les arachides, le café, le copal, l'huile de palme, les noix palmistes et le sésame à 5 p. 100. Tous ces droits sont établis pour une durée de dix ans (1) ».

A Diégo-Suarez, il n'existait que des taxes de consommation et de sortie sur les liquides, établies respectivement par des arrêtés locaux des 23 juin et 26 mai 1891.

A Nossi-Bé, une taxe de 2 p. 100, en moyenne, frappait les produits étrangers importés depuis

1. Girault *op. cit.* p. 538.

1887 (décret du 21 juin). Les vanilles étrangères, jusque là exemptes, avaient été frappées par un décret du 27 mai 1892, d'un droit égal à la moitié de celui inscrit au tarif métropolitain.

A Ste-Marie de Madagascar, il n'y avait pas d'autres droits de douane que ceux qui ont été établis par le décret du 27 mai 1892 sur les produits admis en France au bénéfice d'une détaxe par le décret du 30 juin 1892.

Le décret du 11 décembre 1895, plaça sous l'autorité du résident général à Madagascar non seulement toute la grande île, mais aussi Nossi-Bé, Ste-Marie de Madagascar et Diégo-Suarez.

Un décret du 28 janvier 1896 en organisa l'administration, confiant (art. 5) au résident général le soin de fixer par arrêté la nomenclature des impôts perçus dans les trois établissements ci-dessus, érigés en communes.

C'est sur ces entrefaites que la loi du 6 août 1896 déclara colonie française l'île de Madagascar avec les îles qui en dépendent. En conséquence de la loi d'annexion, les produits français furent admis en franchise, cessant d'être frappés du droit de 10 p. 100 *ad valorem* qui leur était appliqué antérieurement et auxquels restèrent soumis tous les produits d'origine étrangère.

Une loi toute récente du 16 avril 1897, vient de

mettre fin à ce régime de transition, en décidant que notre colonie de Madagascar serait soumise désormais, au tarif général métropolitain, ainsi que ses dépendances. Cette loi qui faisait rentrer dans la catégorie des colonies assimilées, les colonies de Diégo-Suarez, Nossi-Bé et Ste-Marie de Madagascar, jusque là comprises dans les exceptions du paragraphe 2 de l'article 3 de la loi du 11 janvier 1892, fut l'objet d'une assez vive opposition de M. Louis Brunet député colonial. Ce ne sera, du reste, qu'à la suite du décret prévu par le paragraphe 4 de l'article 3 de la loi de 1892, que le tarif général deviendra applicable à la colonie.

Obock, simple comptoir et dépôt de charbon, est exempt de tout droit.

Pour nos établissements de l'Océanie autres que la Nouvelle-Calédonie, le service des douanes, supprimé depuis le 1^{er} janvier 1865, a été rétabli par le décret du 9 mai 1892 qui assujettit les marchandises étrangères à des droits parfois supérieurs à ceux du tarif métropolitain. Comme aucune ligne de navigation ne relie actuellement les ports de la métropole à Tahiti, il a été décidé exceptionnellement (circulaire des douanes du 7 mai 1894), que les marchandises expédiées aux établissements français de l'Océanie, via Colon-San-Francisco, seraient admises en franchise, sur la production de duplicata

des déclarations de sortie délivrées au départ par le service métropolitain.

Un décret du 10 janvier 1897 (1), est venu approuver la délibération du conseil général des établissements français de l'Océanie, en date du 6 juillet 1896, demandant la création de l'entrepôt réel et de l'entrepôt fictif.

Enfin un décret du 10 mars 1897 (2), rendu sur la demande du conseil général des établissements français en Océanie, est venu augmenter les droits de douane en vigueur sur différents articles, en remplacement des droits d'octroi de mer dont ils ont été exemptés.

1. *J. off.* du 7 février.

2. *J. off.* du 24 mars.

CONCLUSION.

Quel est le résultat produit par l'application de la loi de 1892 sur le mouvement commercial de nos colonies ?

Dans un rapport fait au nom de la commission du budget de 1896, sur la situation économique des colonies françaises, M. A. Turrel député, citait les chiffres suivants (1) :

« Le commerce général de toutes les colonies françaises (moins l'Algérie et la Tunisie) s'est élevé en 1894 à la somme de 476 millions en chiffres ronds. Sur ce chiffre, l'étranger a fait avec nos colonies un chiffre d'affaires de 259 millions.

La France n'a fait qu'un commerce de 213 millions, soit environ 46 millions de moins.

Les colonies françaises ont importé, ont acheté au dehors pour 223 millions en 1894. Elles ont sur ce chiffre acheté pour 124 millions à l'étranger et pour 95 millions à la France, c'est-à-dire pour 28 millions de moins.

1. *J. Off.* Sess. extr. de 1895, p. 1393.

Les colonies ont exporté en 1894, c'est-à-dire vendu, pour 253 millions.

Sur ce chiffre, l'étranger a reçu 134 millions, la France 118 millions, soit environ 16 millions de moins. »

Nous ne donnons, il est vrai, ces chiffres que sous toutes réserves : en effet, ils sont forcément un peu approximatifs, M. Turrel ayant, dans son tableau général du commerce des colonies françaises en 1896, pris pour quelques colonies les chiffres de 1891 ou de 1893 au lieu de ceux de 1894 non encore parus. Mais la différence, s'il y en a une, ne peut qu'être en faveur des importations françaises aux colonies.

Devant ces chiffres, M. Turrel déplore que ce soit l'étranger qui domine encore le marché colonial. Il trouve que la réforme de 1892 n'a pas été suffisante et conclut en faveur d'une protection encore plus grande des produits français.

Nous ne nous rangerons pas à cet avis, un peu exagéré, nous semble-t-il.

Comparons en effet les chiffres de 1891, l'année qui précéda la nouvelle loi, empruntés aux Statistiques coloniales, à ceux donnés pour 1894 par M. Turrel.

En 1891, le mouvement commercial de nos colonies (moins l'Algérie et la Tunisie) s'était élevé seule-

ment à 400 millions en chiffres ronds, dont plus de la moitié, 220.590.864 fr. avec l'étranger.

Le commerce avec la France s'élevait donc seulement, à 179.942.125. francs, soit 40 millions de moins.

Les colonies françaises avaient importé, c'est-à-dire acheté au dehors pour 211.690.636 fr. en 1891. Sur ce chiffre elles en avaient acheté pour 132.309.530 francs, à l'étranger et pour 78.891.106 fr. à la France, c'est-à-dire pour 53.418.424 fr. de moins.

Les colonies avaient exporté, c'est-à-dire vendu en 1891 pour 188.842.353 fr.

Sur ce chiffre l'étranger avait reçu 88.281.734 fr. et la France 100.560.619 fr., soit 12.278.885 fr. de plus.

On voit donc que d'abord le mouvement commercial, à la suite de la loi de 1892 et après une période de trois années, s'est élevé pour nos colonies de 400 millions en 1891 à 476 millions en 1894.

La différence est énorme et indique une prospérité qui est la meilleure réponse aux critiques dirigées contre le nouveau régime douanier des colonies.

Le commerce de la France avec ses colonies s'est élevé de 179.942.125 fr. en 1891 à 213 millions en 1894, en augmentation de près de 33 millions.

Le chiffre des achats des colonies au dehors est plus élevé en 1894 qu'en 1891, 223 millions au lieu

de 211 et cependant la différence entre les achats faits à l'étranger et les achats faits en France a considérablement diminué ; il est vrai qu'elles ont acheté plus encore à l'étranger qu'à la France mais la différence n'est plus que de 28 millions au lieu de près de 54.

Le chiffre des exportations des colonies s'est élevé de 188 millions en 1891 à 253 en 1894 et, résultat qui annule les critiques de ceux qui semblaient craindre, à la suite de la loi de 1892, l'envahissement du marché français par les produits coloniaux, la France, au lieu de recevoir, comme en 1891, 12 millions de plus de ses colonies que l'étranger, en a reçu en 1894 environ 16 millions de moins.

La nouvelle loi a donc été loin de fermer aux colonies les débouchés étrangers.

Elle a donné au mouvement commercial de nos colonies une augmentation considérable : les échanges entre la mère-patrie et ses possessions d'outre-mer se sont accrus dans de grandes proportions, pour le plus grand profit, aussi bien des producteurs coloniaux que des industriels et des commerçants métropolitains. On ne peut que s'applaudir d'un tel résultat, car la solidarité économique est le plus sur garant de la solidarité politique.

BIBLIOGRAPHIE

- CAUWÈS. — Cours d'économie politique, 1892, 3^e édition t. II.
- P. LEROY-BEAULIEU. — De la colonisation chez les peuples modernes 1891, 4^e édition.
- DE CHAZELLES. — Etudes sur le système colonial. 1860.
- Comte BOUET-VILLAUMEZ. — Les colonies françaises en 1852.
- E. AVATTE. — Les colonies françaises en 1883.
- CH CERISIER. — La France et ses colonies. 1886.
- G. CHARMES. — Politique extérieure et coloniale. 1884.
- BONNASSIEUX. — Les grandes Compagnies de commerce. 1892.
- J. DELARBRE. — Les colonies françaises, leur organisation, leur administration. 1878.
- id. — La liberté du commerce aux colonies. 1879.
- P. DISLÈRE. — Traité de législation coloniale. 1886.
- id. — Notes sur l'organisation des colonies. 1888.
- J. DUVAL. — Les colonies et la politique coloniale de la France. 1864.
- GAFFAREL. — Les colonies françaises. 1888.
- YVES GUYOT. — Lettres sur la politique coloniale. 1885.
- E. HOMMAIRE DE HELL. — De la situation commerciale des producteurs de sucre dans les colonies françaises. 1860.
- DE LANESSAN. — L'expansion coloniale de la France. 1886.
- id. — Principes de colonisation. 1897.
- E. PAULIAT. — La politique coloniale sous l'ancien régime. 1887.

A. RAMBAUD. — La France coloniale. 1886.

id. — Les nouvelles colonies de la République française. 1889.

RÉVIN. — La question coloniale. 1888.

J. ROUQUETTE. — La colonisation à travers les principaux peuples anciens et modernes. 1889.

L. VIGNON. — Les colonies françaises, leur commerce, leur situation économique, leur utilité pour la métropole. 1884.

id. — Les colonies françaises. 1886.

ANONYME. — Enquête sur le régime commercial des colonies françaises. 1878.

Recueil des délibérations du Congrès colonial national de Paris 1889-1890.

Compte-rendu des séances et délibérations du Congrès international de Paris de 1889.

Les colonies françaises (Notices illustrées).

Bulletin officiel de l'administration des colonies.

A. GIRAULT. — Principes de colonisation et de législation coloniale. 1894.

L. DESCHAMPS. — Histoire de la question coloniale en France.

J. ROUGIER. — Précis de législation et d'économie coloniale.

id. — La liberté commerciale. 1880.

LEVASSEUR. — Le France et ses colonies.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE	Pages.
Chapitre I. Le Pacte Colonial	3
§ 1. Les principes du Pacte	3
§ 2. Application du Pacte colonial en France .	16
Chapitre II. La Réaction	28
§ 1. Lutte du sucre colonial contre le sucre de betterave	28
§ 2. Abolition du Pacte colonial, loi du 3 juillet 1861	38
Chapitre III. L'autonomie douanière des colonies . .	47
§ 1. Le <i>senatus-consulte</i> de 1866	47
§ 2. Les suites du régime de 1866	54
§ 3. Réaction contre le régime d'autonomie .	63
§ 4. Essais d'assimilation	70
Chapitre IV. Les précédents de la loi de 1892 . . .	76
§ 1. Les congrès coloniaux de 1889	76
§ 2. L'enquête au Conseil supérieur du com- merce	87
§ 3. La situation à la veille de la loi de 1892 .	97
§ 4. Le projet de loi au Parlement	108
§ 5. Le rapport spécial de la commission des douanes de la Chambre	118
§ 6. L'enquête au Conseil supérieur des colo- nies	127
Chapitre V. La loi de 1892	135
§ 1. Son économie.	135

§ 2. Les différents systèmes.	139
§ 3. Régime douanier actuel de nos différen- tes colonies.	144
Conclusion.	159
Bibliographie.	163

VU :

Le Président de la thèse,

P. LESEUR.

VU :

Le Doyen de la Faculté,

GARSONNET.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

